



**MMM**

**MOUVEMENT  
MILITANT  
MAURICIEN**



**POUR UN VRAI  
CHANGEMENT**

**MANIFESTE ÉLECTORAL**

**ÉLECTIONS GÉNÉRALES 2019**



## **INTRODUCTION**

Le manifeste électoral que vous présente le MMM s'inspire de ses principes fondamentaux tels que l'unité nationale, la justice sociale, la consolidation de la démocratie, la méritocratie et le féminisme. Il s'inspire d'une philosophie humaniste qui est essentielle dans un monde rempli d'incertitudes et de nouveaux défis. Dans un souci de mieux apprécier et considérer les attentes et aspirations des citoyens, ce manifeste a été conçu et préparé en s'appuyant sur une méthodologie innovante – celle qui consiste à placer le citoyen au centre de nos actions. Nous avons été motivés par le désir d'être à son écoute.

Pour être à l'écoute du citoyen, nous avons été à sa rencontre. Nous avons écouté différents acteurs de la société, à l'instar des pêcheurs, des petites et moyennes entreprises, des personnes âgées et des artistes. Le 'Policy Council' a aussi travaillé avec des ONG, des chercheurs et d'autres professionnels. Les membres des Régionales du MMM de différentes circonscriptions ont eux aussi été consultés. Ces débats interactifs et cette approche de proximité ont permis au MMM d'être au cœur des préoccupations de la population et de proposer une vision collective.

Le MMM se refuse à adopter une approche quantitative qui consiste à déclarer qu'il y aurait par exemple tant de logements sociaux à construire ou tant d'emplois à créer. Le MMM considère que le logement est un droit universel et fondamental qui devrait profiter à tout un chacun. Notre objectif demeure l'amélioration du bien-être des citoyens et la protection de tous leurs droits.



## LA ROUTE DU CHANGEMENT



### RENDRE SA DIGNITÉ À CHAQUE CITOYEN

---

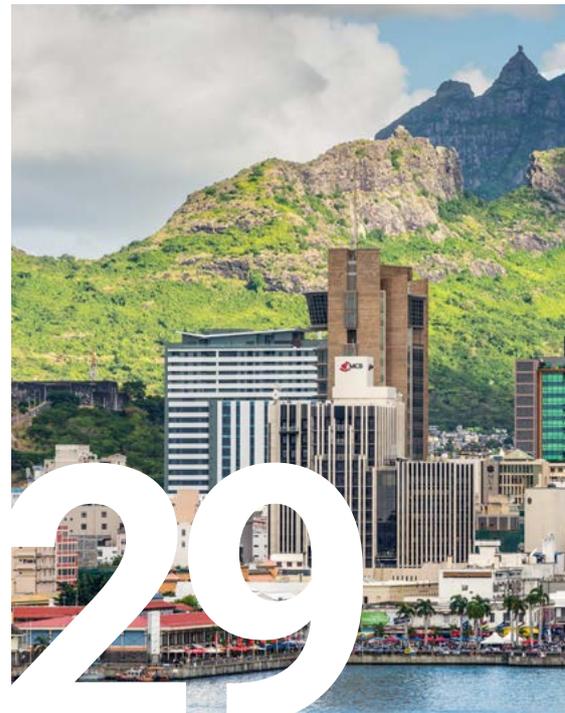
L'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes  
La construction de logements décents et accessibles  
La protection et l'émancipation des femmes  
Le bien-être des enfants  
Le renforcement de la solidarité pour une protection sociale rapprochée  
Le respect et le bien-être des personnes âgées  
L'accès à une vie digne pour les autrement capables  
Les droits du travail et le bien-être des travailleurs  
Les droits des animaux



### LA SÉCURITÉ HUMAINE

---

Law and Order  
La drogue et la réhabilitation  
Les jeux d'argent  
Les infrastructures routières  
Metro Express  
L'énergie  
La sécurité alimentaire  
L'eau  
La santé



### OPPORTUNITÉ

---

La relance de l'économie  
Le secteur sucre  
Les petites et moyennes entreprises  
Le tourisme  
Le secteur industriel  
Le secteur financier  
La technologie de l'information et de la communication  
L'économie bleue  
Le port



## ÉCOLOGIE

## GOVERNANCE

La pêche et la communauté des pêcheurs

La stratégie africaine

Les relations internationales et la coopération régionale

L'éducation

Les cycles pré-primaire, primaire et secondaire

L'enseignement supérieur

La diaspora

Les arts et la Culture

Le sport et la jeunesse

La protection de l'environnement

Les énergies renouvelables

La gestion des déchets

La mise en place d'une National Environment Protection Agency

L'éducation et le changement climatique

L'approfondissement de la démocratie

La réforme électorale

La limitation de mandat

Le droit à l'Information

Le combat contre la fraude et la corruption

Le gaspillage et l'inefficacité

La méritocratie

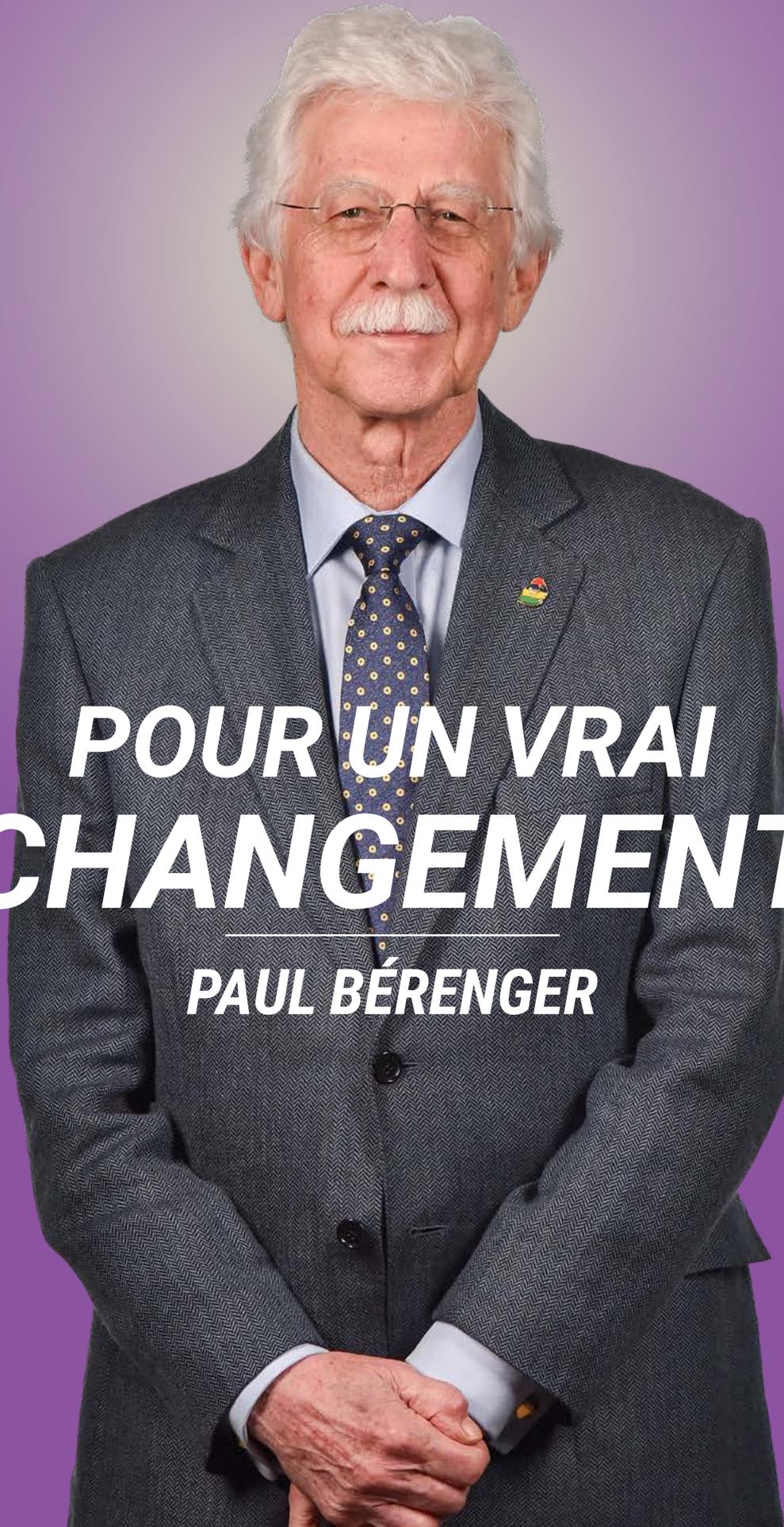
La démocratie et l'éthique au Parlement

Les administrations régionales

Rodrigues et les îles

L'unité nationale

**MESSAGE DU  
LEADER DU MMM**

A portrait of Paul Bérenger, an elderly man with white hair and a mustache, wearing glasses, a grey herringbone suit jacket, a light blue shirt, and a blue patterned tie. He is standing with his hands clasped in front of him. The background is a solid purple color.

**POUR UN VRAI  
CHANGEMENT**

**PAUL BÉRENGER**

Chers compatriotes,

Voici venu le moment de vérité.

Le 7 novembre prochain, vous allez voter pour choisir une nouvelle équipe pour gouverner le pays.

Ces élections générales, vous les attendez depuis longtemps parce que vous avez été victimes d'une énorme escroquerie politique. Vous vous sentez trahis.

Déception et désillusion. Dès les premiers mois de 2015, la population réalise avec effroi que le pays est entre les mains d'un gouvernement dangereux, incompetent et mesquin. Un gouvernement obsédé par ses adversaires politiques et aveuglé par la soif de vengeance. Des ministres qui se croyaient tout permis allant jusqu'à l'usurpation des pouvoirs de la police et d'autres institutions.

Une action précipitée et naïve contre la BAI a coûté plus de Rs15milliards aux contribuables mauriciens ; Betamax attend des dommages de Rs 4milliards tandis que d'autres procès contre l'État sont toujours en suspens. Une gestion désastreuse depuis bientôt cinq ans, qui a conduit le pays dans un gouffre d'une dette publique de Rs326 milliards.

Désespérée par cet amateurisme déconcertant, la population perd définitivement toute confiance en ce gouvernement dès lors qu'elle s'est rendu compte à quel point il s'était empêtré dans de ténébreuses affaires, étouffées certes, contraignant cependant des ministres et la Présidente de la République à soumettre leurs démissions. La réputation du pays est ternie. Une honte nationale.

Le bilan du gouvernement sortant est parsemé de scandales de toutes sortes et jamais auparavant un gouvernement n'a autant bafoué la moralité publique. L'opacité, l'impunité et un népotisme flagrant et sans pudeur ont gangrené l'appareil de l'État et ses institutions. Un gouvernement d'omissions, de commissions et de rétrocommissions.

A la veille des élections, le gouvernement sortant tente désespérément de faire oublier son bilan désastreux en offrant des « gato eleksion » à la ronde. Des mesures populistes ont été annoncées en catastrophe pour tenter de vous séduire mais vous n'êtes pas dupes et vous avez compris le manège.

Votre famille, votre entreprise ont été les premières victimes de cette léthargie économique et vos enfants, de cette politique de « zis pou enn fami ». La population est excédée par cette inertie face à la dégradation sociale et au climat d'insécurité dans le pays.

Cinquante ans après l'indépendance, vous êtes révoltés de voir votre pays toujours pris dans ce piège dynastique de « papa-piti ». Vous souhaitez pouvoir mettre enfin, à la tête du pays des hommes et des femmes compétents, honnêtes et courageux. Vous voulez d'une équipe qui veut et qui peut changer la société pour le bien-être collectif et bâtir l'avenir de vos enfants et petits-enfants.

C'est le MMM qui présente cette équipe et qui représente ces valeurs et cette vision dans cette élection. « *Lame prop, latet haute* », est dans notre ADN. Et nulle part ailleurs.

Le 7 novembre, vous avez le pouvoir de démarrer ce vrai changement pour une nouvelle île Maurice. Une île Maurice démocratique et égalitaire. Une île Maurice prospère, juste et solidaire.

Le 7 novembre, votez pour le vrai changement

Merci de votre confiance.

Paul Bérenger

## **LES 20 MESURES PRIORITAIRES D'UN GOUVERNEMENT MMM**

- 1.** Redémarrer la lutte contre la corruption avec le remplacement de la *Prevention of Corruption Act* et de l'ICAC.
- 2.** Combat contre la prolifération du trafic et de l'usage de la drogue, remplacement de l'ADSU et mise en œuvre des recommandations de la Commission Lam Shang Leen et mise sur pied d'un *Select Committee* sur l'usage médical et récréatif du cannabis.
- 3.** Une vraie réforme électorale, une *financing of political parties Act* et une *Declaration of Act* dans la transparence.
- 4.** Pension de vieillesse : Alignement immédiat de la pension de vieillesse sur le salaire minimum et création d'un ministère des *Senior Citizens Affairs*, agissant comme un one stop pour toutes les démarches administratives pour le bien-être des personnes âgées.
- 5.** Introduction d'un système de remboursement de tout achat de médicaments non disponibles dans les hôpitaux pour les personnes âgées.
- 6.** Paiement d'une allocation chômage de Rs 5000 par mois aux jeunes de 18 à 25 ans.
- 7.** Abolition de la redevance de télévision obligatoire, nouveau cadre légal pour transformer la MBC en une BBC à la mauricienne et introduction de la télévision privée.
- 8.** Allocation de Rs 1000 mensuellement aux mamans d'enfants de 3 mois à 3 ans pour encourir les frais de crèches afin de leur permettre de prendre un emploi.
- 9.** Le grant aux parents dont les enfants de 3 à 5 ans fréquentent des établissements privés, passera de Rs 200 à Rs 1000 mensuellement.
- 10.** Internet gratuit pour les étudiants du cycle secondaire et tertiaire.

11. Augmentation du plafond de la subvention à Rs 1 million pour les traitements médicaux à l'étranger.
12. Déboursement en avance du *Retirement lump sum* aux fonctionnaires pour le financement des études tertiaires, l'achat d'un logement ou pour des soins médicaux.
13. Paiement du *Performance Bonus* selon les recommandations du PRB dans tous les départements concernés, à commencer par la Force Policière.
14. Une table ronde réunissant usiniers, petits et grands planteurs, les employés et les autorités pour mettre en œuvre une stratégie de sortie de crise et une répartition équitable des revenus de l'industrie cannière.
15. Introduction d'une *Freedom of Information Act*.
16. Commission d'enquête sur toute l'affaire BAI.
17. Nouveaux pouvoirs au Bureau de l'Audit pour prévenir les dépenses exagérées et sévir contre le gaspillage.
18. Réglementer l'utilisation des caméras de surveillance afin de protéger la vie privée.
19. Une *National Environment Protection Agency* indépendante pour agir comme fer de lance pour la protection de l'environnement.
20. Introduction au Parlement d'une législation pour la création d'une *Land Division* de la Cour Suprême.

## AVANT-PROPOS

Ce manifeste électoral est le reflet de notre vision pour une société meilleure et présente un programme pour un renouvellement des ambitions de la nation mauricienne. Notre projet de société repose sur les piliers suivants : **DIGNITÉ, SECURITÉ, OPPORTUNITÉ, ÉCOLOGIE et GOUVERNANCE.**

Un projet pour améliorer le bien-être collectif de nos concitoyens mais aussi et surtout, pour préparer la société de demain pour nos enfants et nos petits-enfants. Un vrai changement.

Les projets d'avenir du pays pour les prochaines décennies en vue d'assurer un développement durable ne peuvent se concrétiser sans la conviction que le maintien de l'ordre, de la paix et de la stabilité demeure tributaire de la justice sociale.

La philosophie humaniste du MMM et sa méthodologie qui place le citoyen au cœur de ses actions, tout en étant pragmatique, nous permettra de construire enfin cette île Maurice que nous désirons tant.

### Dignité

La dignité humaine, première des valeurs universelles, passe par le respect fondamental dû à tout être humain. Protéger les groupes vulnérables, les marginaux et les démunis de la société contre tout ce qui pourrait porter atteinte à leur dignité est une composante centrale de la philosophie humaniste dont s'inspire le MMM.

### Sécurité

On ne peut avoir une société paisible sans le maintien du 'Law and Order'. Disposer d'une force policière compétente et motivée et réformer complètement le système pénitencier sont nécessaires.

Notre sécurité dépend aussi d'une alimentation saine, de la disponibilité d'une eau non polluée, de la garantie de nos besoins en énergie et d'un système performant de santé publique.

### Opportunité

Sans la création et l'optimisation de nouvelles opportunités dans les sphères économiques, éducatives, sportives, artistiques et culturelles, la prospérité de la nation et l'avenir de notre jeunesse sont compromis. Il est indispensable de créer un environnement favorable permettant aux citoyens, surtout aux jeunes de pouvoir développer leurs sens de l'entreprise et exploiter leurs talents et savoir-faire, et de mettre en place des programmes de formation et d'accompagnement.

### Écologie

Le changement climatique et les autres défis environnementaux relèvent d'une question de survie et nous obligent à repenser notre mode de vie pour faire de notre pays une île écologique. Conscient de sa responsabilité envers le pays et la planète, un gouvernement MMM se fera le devoir d'être un État Écologique Exemplaire et un ardent défenseur des intérêts des petits états insulaires davantage vulnérables aux changements climatiques.

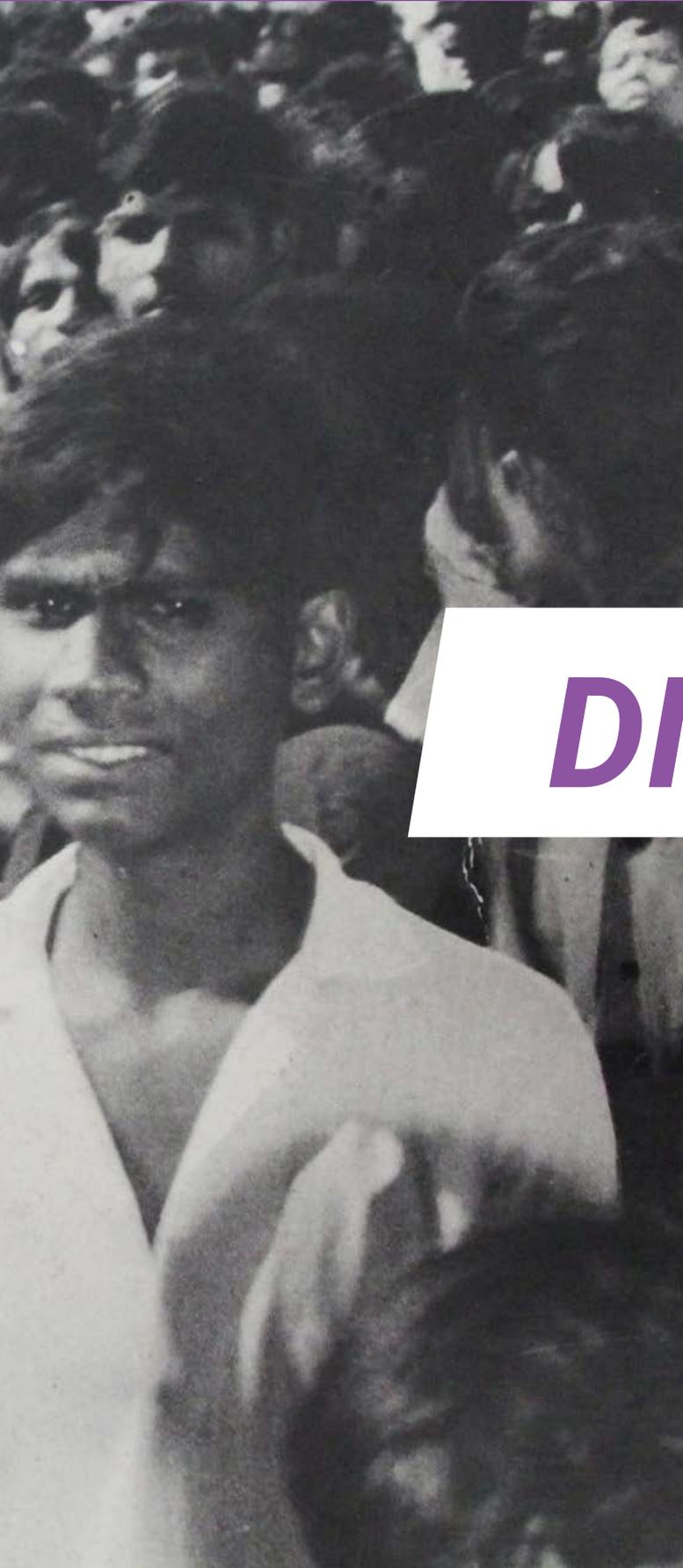
### Gouvernance

Une démocratie respectueuse des principes fondamentaux ne peut exister sans la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité. L'approfondissement de la démocratie passe par une vraie réforme électorale réaliste, la liberté de l'information, la méritocratie et la justice sociale. L'unité nationale en dépend.

Une autre île Maurice est possible.  
Différente de ce que nous avons  
connue ces dernières années.

Un vrai changement est nécessaire pour  
transformer le pays : **DIGNITÉ, SECURITÉ,**  
**OPPORTUNITÉ, ÉCOLOGIE et GOUVERNANCE.**





**01**

# **DIGNITÉ**

**POUR UN VRAI CHANGEMENT**

## **RENDRE SA DIGNITÉ À CHAQUE CITOYEN**

La dignité humaine est la première valeur universelle. C'est le respect fondamental, inconditionnel et identique dû à tout être humain du fait qu'il/elle est humain, indépendamment de ses différences. Chaque être humain a le droit de ne pas subir de torture, de violence, de discrimination ou de traitement inhumain ou dégradant ; chaque être humain a le droit au respect de la vie privée et de ne pas être contraint au travail forcé.

### **L'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes**

*La question de la dignité des citoyens doit être abordée dans toutes ses dimensions. La pauvreté est une violation de la dignité humaine. Les programmes d'éradication de la pauvreté permettent aux autorités publiques de venir en aide aux plus vulnérables mais ne parviennent pas à sortir durablement ces familles vulnérables de la précarité. L'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes sera un combat de tous les jours d'un gouvernement MMM.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Créer des synergies entre le ministère de l'Intégration Sociale et le ministère de la Sécurité Sociale pour donner une nouvelle impulsion au combat pour l'éradication de la pauvreté, et rendre plus justes et évolutifs les critères du 'Social Register' et permettre le traitement des dossiers de ceux qui ont droit à l'aide sociale avec plus d'efficacité ;
- Instituer un Observatoire de la Pauvreté pour surveiller constamment l'évolution de la pauvreté sous toutes ses formes et développer des indicateurs utiles au gouvernement et à la National Empowerment Foundation ;
- Revoir l'attribution des fonds du Corporate Social Responsibility afin que tous les partenaires impliqués dans la lutte contre la pauvreté puissent mieux mener leurs projets à terme ;

- Revoir l'allocation des ressources dédiées aux services et aux infrastructures dans les régions défavorisées et les poches de pauvreté ;
- Mettre en place une politique de loisirs pour les quartiers défavorisés ;
- Permettre davantage aux familles pauvres d'accéder aux micro-financements et à un accompagnement pour monter leurs projets et leurs micro entreprises ;
- Mettre en place des structures permettant aux Citizens Advice Bureau de prodiguer des conseils et porter assistance aux personnes en situation de détresse ;
- Construire des centres d'accueil pour les sans-abris.

### **La construction de logements décentes et accessibles**

*Le MMM reste convaincu que sans un logement décent, il est impossible de vivre pleinement sa dignité. Nous allons nous assurer que chaque famille, même les plus démunies, les squatters et les sans-abris puissent avoir un toit digne de ce nom sur la tête.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Développer un plan stratégique pour une rationalisation de l'utilisation des terres tout en respectant l'environnement et améliorer ainsi l'offre foncière ;

- Élaborer des plans flexibles pour faciliter le financement de l'achat d'un logement ;
- Permettre aux fonctionnaires de solliciter un déboursement en avance de leur Retirement lump sum pour l'achat d'un logement ;
- Revoir tout le système de Sale by Levy et étudier la possibilité d'interdire la vente à la barre de la résidence principale ;
- Assurer une compétition saine sur le marché des matériaux de construction, y compris le ciment et le fer ;
- Assurer que la qualité des accessoires électriques importés soit conforme aux normes ;
- Accentuer le programme de construction de logements dans des délais plus courts ;
- Veiller à ce que l'allocation de logements soit faite sans favoritisme et sans discrimination pour que les citoyens les plus méritants puissent accéder à une maison dans les meilleurs délais ;
- Compléter le désamiantage des maisons et construire de nouveaux logements pour les remplacer ;
- S'assurer que la situation de tous les squatters soit régularisée.
- Offrir une allocation mensuelle de Rs1000 aux mamans d'enfants de 3 mois à 3 ans pour encourir les frais de crèches afin de leur permettre de prendre un emploi ;
- Promouvoir l'autonomisation économique des femmes à travers la création d'opportunités dans différents secteurs de l'économie ;
- Faciliter l'accès au financement nécessaire à leurs projets d'entreprise ;
- Orienter les filles et les femmes vers des filières scientifiques et technologiques mieux adaptées aux secteurs émergents ;
- Combattre les inégalités de rémunération par le biais d'un salaire égal pour un travail égal ;
- Revoir la «Domestic Violence Act» et les «Protection Orders» afin de les rendre plus efficaces ;
- Prévoir une augmentation et une meilleure organisation des centres d'accueils pour les femmes victimes de violence et en situation de détresse ;
- Exempter les femmes en situation de détresse de l'obligation de payer un dépôt initial à l'acquisition d'un logement social ;
- Construire un hôpital spécialisé pour les pathologies féminines et veiller à ce que les équipements soient bien entretenus ;
- Sensibiliser les jeunes femmes et promouvoir la vaccination contre le cancer de l'utérus ;
- Organiser des visites aux jeunes mamans durant les congés de maternité par les « Child Health Care Nurses ».

## La protection et l'émancipation des femmes

*La femme, pivot de la famille, tient une place importante dans l'agenda du MMM. Les récents cas dramatiques de féminicides, les diverses formes d'exploitation et de violence infligées aux femmes démontrent que ce combat doit être intensifié afin de leur rendre leur dignité.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Accélérer le 'gender main streaming 'avec des évaluations périodiques des objectifs visés ;
- Augmenter la participation des femmes au niveau décisionnel dans les secteurs privé et public ;

## **RENDRE SA DIGNITÉ À CHAQUE CITOYEN**

### **Le bien-être des enfants**

*Protéger nos enfants est un impératif moral et une nécessité économique car la stabilité sociale et l'avenir de notre nation dépendent de leur épanouissement. Le Children's Bill n'a toujours pas été voté et le MMM s'engage à faire voter ce projet de loi avec les amendements nécessaires pour assurer à nos enfants un développement harmonieux et pour que leur dignité soit préservée.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Le grant aux parents dont les enfants de 3 à 5 ans fréquentent des établissements privés passera de Rs200 à Rs1000 mensuellement ;
- Une allocation mensuelle de Rs1000 aux mères d'enfants de 3 mois à 3 ans pour encourir les frais de crèches afin de leur permettre de prendre un emploi.
- Doter la Child Development Unit de pouvoirs accrus et s'assurer de la rapidité de ses interventions ;
- Rendre proactif le rôle de l'Ombudsperson pour les enfants et s'assurer de la collaboration étroite des différentes organisations concernées par leur bien-être ;
- Mettre en place un 'National Children's Database' pour une meilleure coordination des services qui travaillent pour la protection des enfants ;
- Obliger le service public à rendre compte de tout échec dans leur mission de protéger les enfants à leur charge ;
- Créer des logements de transition pour les enfants ayant vécu dans un « shelter » et qui doivent partir à l'âge adulte ;
- Combattre la prostitution infantile en rendant les sanctions contre les pédophiles plus sévères ;
- Prévenir et combattre la consommation d'alcool en veillant à ce que l'interdiction de sa vente soit strictement respectée ; les commer-

çants pris en défaut seront systématiquement sanctionnés ;

- Réactualiser la « Compulsory Education Act » pour la rendre plus effective afin de résoudre le problème d'enfants non-scolarisés ;
- Inciter les autorités à avoir une meilleure écoute des enfants victimes ou en situation de détresse et agir en conséquence avec rapidité ;

### **Le renforcement de la solidarité pour une protection sociale rapprochée et le respect et le bien-être des personnes âgées**

*Notre objectif est d'assurer une meilleure qualité de vie à tous nos citoyens et en finir avec toutes les formes d'exclusion qui portent atteinte à la dignité de la personne. Une protection sociale plus juste et plus solidaire est nécessaire pour changer la vie des citoyens et sauvegarder leur dignité.*

*Les personnes âgées méritent bien mieux que ce que nous leur avons offert jusqu'ici. Le MMM refuse d'entrer dans une logique de surenchère tout en reconnaissant que la dignité de nos aînés dépend de plusieurs facteurs. Nous allons nous assurer que nos aînés bénéficient de services de santé adéquats et du soutien de la communauté.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Aligner la pension de vieillesse sur le salaire minimum et revoir les autres prestations sociales pour assurer une meilleure qualité de vie de nos aînés ;
- Mettre en place un ministère des Senior Citizens Affairs, agissant comme un guichet unique pour toutes les démarches administratives pour le bien-être des personnes âgées ;
- Revoir le fonctionnement des Medical Boards ;
- Introduction d'un système de remboursement de tout achat de médicaments non disponibles dans les hôpitaux pour les personnes âgées ;
- Créer des « care homes » avec des facilités mé-

- dicales et des infrastructures adaptées aux besoins des personnes âgées ;
- Construire des centres récréatifs additionnels dans différentes régions de l'île afin que nos aînés puissent y accéder plus facilement ;
- Créer un bureau de « l'Ombudsperson for the Elderly » ;
- Mettre en place des unités gériatriques modernes avec des technologies de pointe dans les hôpitaux régionaux ;
- Créer une université de troisième âge bien structurée afin que nos aînés puissent bénéficier d'un « Active Ageing » ;
- Assurer des visites médicales spécialisées plus régulières à domicile ;
- Développer un 'Intergenerational Community Project' qui permettrait aux jeunes des écoles secondaires d'aller à la rencontre des aînés de leur localité ;
- Améliorer le système de transport gratuit pour les personnes âgées ;
- Détaxer certains médicaments et équipements dans le cadre de la gérontologie pour faciliter la vie de nos aînés ;
- Améliorer l'accès aux appareils pour les malentendants et en assurer le suivi technique.

## L'accès à une vie digne pour les autrement capables

*La protection sociale porte une attention particulière aux personnes vivant avec un handicap afin qu'elles jouissent des droits et des libertés fondamentales sans discrimination et qu'elles participent pleinement à la vie citoyenne. Nous allons leur donner les moyens nécessaires pour y arriver tout en menant une campagne de sensibilisation de l'ensemble de la société pour promouvoir une conscience sociale plus poussée à l'égard des autrement capables.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Revoir le système de la Basic Invalidity Pension afin que le paiement de l'allocation soit maintenue pour les bénéficiaires ayant atteint l'âge de la retraite ;
- Revoir le système de pension pour les personnes vivant avec un handicap afin de mieux les protéger ;
- Introduire un 'Disability Discrimination Bill' pour combattre la discrimination et favoriser l'intégration ;
- Évaluer l'application de la loi actuelle et mettre en place une politique de discrimination positive pour faciliter l'embauche des autrement capables ;
- Appliquer les dispositions existantes pour faciliter l'accès des autrement capables dans les principaux lieux publics ;
- Détaxer les fauteuils roulants électriques.

## Les droits du travail et le bien-être des travailleurs

*Les travailleurs demeurent un maillon essentiel pour faire fonctionner l'économie et sans la création d'emplois, ils seraient exposés à des situations de précarité. Dans notre souci de protéger la dignité humaine, nous allons venir en aide aux chômeurs tout en encourageant leur responsabilisation. Nous voulons aussi mieux protéger les victimes de licenciements abusifs, favoriser l'accès à l'emploi des femmes, et veiller à ce que les conditions d'emploi des travailleurs locaux et étrangers soient respectées.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Application du rapport du PRB à partir de Janvier 2020 au lieu de 2021 ;
- Revoir le fonctionnement du NRB et simplifier le processus pour la publication des Renumuration Orders afin qu'il y ait plus d'équité entre les secteurs de l'économie ;
- Introduire une allocation chômage pour les

## RENDRE SA DIGNITÉ À CHAQUE CITOYEN

- jeunes de 18 à 25 ans dans le cadre d'un programme de formation ;
- Remplacer la pratique archaïque 'stampe carte' par des pôles d'emploi offrant un accompagnement pour la recherche d'emploi et des opportunités de formation à travers 4 centres régionaux ;
- Offrir une allocation mensuelle de Rs1000 aux mamans d'enfants de 3 mois à 3 ans pour encourir les frais de crèches afin de leur permettre de prendre un emploi ;
- Augmenter le grant aux parents dont les enfants de 3 à 5 ans fréquentent des établissements privés de Rs200 à Rs1000 mensuellement ;
- Encourager les entreprises à mettre en place des mécanismes de participation des salariés au capital et à la gestion ;
- Réduire l'écart des salaires entre haut cadres et salariés pour plus d'équité ;
- Revoir le paiement du Performance Bonus selon les recommandations du PRB dans tous les départements concernés, à commencer par la force policière ;
- Revoir le fonctionnement du « workfare programme » afin de le rendre plus efficace ;
- Offrir une assistance légale aux victimes de licenciements abusifs, de traitements injustes et de harcèlement au travail ;
- Mettre sur pied une instance d'arbitrage et un département légal au sein du ministère du Travail afin que justice soit rendue dans un délai raisonnable ;
- Rendre plus rigoureux les règlements relatifs à la sécurité au travail pour protéger les ouvriers contre les risques d'accidents et de maladies associés au monde du travail ;
- Revoir et consolider le cadre légal qui réglemente les conditions de travail et d'hébergement de la main-d'œuvre étrangère pour améliorer leur qualité de vie ;

- Accroître le nombre d'inspecteurs de travail afin de renforcer les visites pour veiller au respect des droits des travailleurs, en particulier ceux des travailleurs étrangers.

## Les droits des animaux

*Maltraiter les animaux est un acte répréhensible car eux aussi ont des droits. Les propriétaires qui laissent errer leurs chiens sur la voie publique exposent leurs animaux à un danger permanent, et les autres usagers de la route, à des risques accrus d'accidents. Nous allons tout mettre en œuvre pour inculquer une culture de bienveillance des animaux à Maurice avec la collaboration des collectivités locales et les défenseurs des droits des animaux.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Amender, renforcer et appliquer les dispositions de l'Animal Welfare Act et décentraliser les services vétérinaires ;
- Encourager les collectivités locales à créer des espaces pour l'enterrement des animaux de compagnie ;
- Contrôler plus sévèrement l'élevage des races interdites et leur importation à Maurice ;
- Élaborer une stratégie nationale en concertation avec les ONG et les défenseurs des droits des animaux afin de développer une culture de bienveillance des animaux.







02

# SÉCURITÉ

POUR UN VRAI CHANGEMENT

## LA SÉCURITÉ HUMAINE

Freedom from want. Freedom from fear. Tout être humain doit pouvoir vivre à l'abri du besoin mais aussi à l'abri de la peur. Si le développement économique nous permet de satisfaire nos besoins de base, l'absence de sécurité, en revanche, nuit considérablement à notre qualité de vie et provoque des drames humains marquant des familles à vie. Nous voulons innover en nous démarquant de l'approche traditionnelle de la sécurité fondée principalement sur le concept de sécurité nationale pour nous inspirer davantage du concept de sécurité humaine.

La sécurité humaine étend le concept de sécurité à d'autres sphères que la simple sécurité et sûreté physique des personnes, qui sont traditionnellement du domaine de la sécurité et de la défense (assurée par la police, et le personnel de sécurité et de sûreté) pour inclure la sécurité sociale, la sécurité économique, les droits politiques, ou de façon plus générale le développement humain, mais aussi l'environnement. La sécurité humaine passe aussi par l'accès facile à l'eau potable, l'accès à des sources d'énergies garanties pour nos besoins quotidiens et l'accès à une alimentation saine. Un système de santé publique performant est aussi vital à la sécurité humaine.

### Law and Order

*La criminalité, la hausse inquiétante de la délinquance juvénile et la violence sous toutes ses formes sont des menaces à la sécurité publique. Cette criminalité endémique est liée au trafic de drogue, aux vols et à d'autres activités illicites. Pour la combattre, il faut avant tout la comprendre - comprendre les tenants et aboutissants de la criminalité, y compris les liens entre la pauvreté et l'exploitation des toxicomanes. Il faut donc entreprendre régulièrement des études sociologiques pour suivre l'évolution de la criminalité et identifier les moyens par lesquels elle s'incruste dans les poches de pauvreté pour exploiter les plus pauvres.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Mettre sur pied une Police Reform Commission pour faire des recommandations pour la réorganisation complète de la force policière et du système pénitencier, optimiser les capacités, assurer le bien-être des membres de la force policière, et revoir les pouvoirs du Commissaire de police ;
- Moderniser tous les postes de police, avec des infrastructures et des équipements conformes aux nouvelles normes ;
- Investir massivement dans la formation continue et poussée des policiers en service et des nouvelles recrues pour accroître le degré de professionnalisme ;
- Promouvoir le bien-être au travail avec la mise en place de mesures relatives au « stress management » afin que tout policier puisse garder un juste équilibre entre vie professionnelle et vie familiale ;
- Soutenir le syndicat des policiers pour qu'il puisse fonctionner sans ingérence et veiller à ce que les droits des policiers soient respectés ;
- Revoir le système de recrutement afin de motiver ceux et celles qui veulent porter l'uniforme par vocation pour qu'ils soient capables d'assumer leurs responsabilités d'une façon professionnelle et de respecter l'éthique de la profession ;

- Repenser la communication et la relation entre les citoyens et la police et améliorer l'accueil dans les postes de police ;
- Transformer la 'Community Policing' en une interaction « citizen friendly » pour mener des programmes de prévention contre la criminalité ;
- Considérer la possibilité d'octroyer une détaxe sur les équipements de surveillance des propriétés privées dans le cadre d'un programme de prévention ;
- Assigner des Legal Officers dans les principaux postes de police pour permettre aux citoyens d'avoir un accès immédiat aux conseils légaux ;
- Introduire un nouveau cadre légal visant à améliorer le Rule of Law. Le Police and Criminal Evidence Bill longtemps en attente sera présenté au plus vite au Parlement.

## La drogue et la réhabilitation

*La drogue détruit les familles, nourrit l'insécurité, abîme notre jeunesse et influe négativement sur notre économie. Il vaut mieux mettre en amont une politique de prévention trois étoiles que venir ensuite sanctionner plus sévèrement avec des prisons cinq étoiles. Une application plus rigoureuse des lois en cas de non-respect et une campagne de réhabilitation menée parallèlement pour la réinsertion sociale des usagers de la drogue et des détenus seront parmi nos priorités.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Mettre en œuvre les recommandations de la Commission Lam Shang Leen et remplacer l'ADSU ;
- Initier une campagne de sensibilisation permanente au sein des établissements scolaires de tous les niveaux et dans tous les centres de jeunesse ;
- Créer de nouveaux centres de désintoxication dans différentes régions du pays pour faciliter l'accès aux services ;

- Mettre sur pied un Select Committee sur l'usage médical et récréatif du cannabis ;
- Revoir les procédures et les critères régissant l'émission des certificats de moralité pour les victimes de la drogue.

## Les jeux d'argent

*L'addiction aux jeux d'argent constitue un des fléaux des plus néfastes à la nation mauricienne ; les jeux d'argent fragilisent l'individu, ont un impact négatif sur le bien-être de la famille et peuvent même porter atteinte à leur dignité. Nous avons vu ces dernières années une prolifération des maisons de jeux malgré les promesses faites dans un récent passé pour les limiter.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Revoir les législations régissant les établissements ayant trait aux jeux d'argent et envisager des transferts des lieux d'opération si cela s'avère nécessaire ;
- Sensibiliser les jeunes aux effets négatifs de ce fléau ;
- Réaliser une étude sur la prévalence et l'impact social des jeux d'argent sous l'égide de l'Observatoire de la pauvreté ;
- Encourager les parents à être plus vigilants, surtout par rapport à l'utilisation de l'internet pour les jeux ;
- Assainir l'organisation des courses hippiques pour réparer l'image éclaboussée du turf mauricien, pour assurer une compétition parmi saine les opérateurs et pour sauvegarder les intérêts des petits parieurs ainsi que dépolitiser la GRA.

# LA SÉCURITÉ HUMAINE

## Les infrastructures routières

*La sécurité des citoyens sur les voies publiques dépend de la qualité des infrastructures existantes. Malgré les investissements énormes dans notre réseau routier, le nombre d'accidents demeure extrêmement alarmant. Une amélioration raisonnée de nos infrastructures qui couvrirait l'ensemble du pays est une nécessité. Notre préoccupation première demeure la réduction du nombre d'accidents et de morts sur nos routes.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Mettre sur pied d'une unité d'accidentologie au sein de la force policière ;
- Considérer l'introduction d'une période d'essai (probationary period) pour les nouveaux conducteurs ;
- Réaliser un audit des black spots et améliorer la sécurité de ces zones ;
- Réaliser un audit de l'éclairage des routes en tenant compte de l'impact de la lumière ambiante et des aléas climatiques ;
- Rendre la circulation sur nos routes plus fluide par une meilleure gestion du trafic avec l'aide d'outils informatiques ;
- Procéder à un exercice de classification toutes les routes en collaboration avec les autorités locales ;
- Construire nouveaux parkings à des tarifs accessibles dans les principales agglomérations ;
- Intégrer des pistes cyclables sur les routes en construction ou en rénovation ;
- Construire des trottoirs conformes aux normes pour la sécurité des piétons ;
- Aménager des couloirs destinés exclusivement aux bus et aux taxis sur certaines routes ;
- Assurer des vérifications régulières des structures de nos ponts et passerelles ;
- Réaliser des travaux de protection civile dans les zones à risque identifiées afin de minimiser les risques de perte de biens et de vies.

## Metro Express

*L'ensemble du projet Metro Express reste un épais mystère. Énorme volte-face du gouvernement sortant quand on se rappelle la déclaration faite dans le discours programme en janvier 2015 : "The light railway project initiated by the previous government will be shelved for the time being on economic grounds". Ce virage à 180 degrés est ensuite devenu un projet fast track avant d'être modifié en catimini. Le financement ainsi que la viabilité du projet restent également un mystère.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Rendre public le rapport EIA de Metro Express ;
- Entamer des consultations avec les Stakeholders de l'industrie du transport qui sont affectés par la mise en service du tramway ;
- Décider de son extension après une évaluation de la viabilité de ce mode de transport.

## L'énergie

*Face au changement climatique, nous sommes déterminés à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir une économie à faible taux de carbone, résiliente et durable. Un nouveau gouvernement MMM accélérera sur le plan environnemental, la transition vers l'utilisation des énergies renouvelables. Cela limitera notre dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles améliorant ainsi notre sécurité énergétique.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Diversifier nos achats en carburant en ayant au moins deux sources d'approvisionnement séparées afin de consolider la sécurité d'approvisionnement ;
- Fournir un système énergétique propre, à terme sans carbone, dans le cadre d'un système démocratique qui profite à tous les citoyens ;
- Moderniser le réseau national de transmission et de distribution de l'énergie ;
- Explorer et évaluer les potentiels et les oppor-

tunités des options d'énergies renouvelables inexploitées avec la participation du public par le biais d'une « Renewable Energy Act » ;

- Organiser le stockage à grande échelle de cette énergie afin de fournir une électricité propre, fiable et économique ;
- Revoir la « The Electricity Act » afin que non seulement elle intègre les innovations du nouveau réseau mais pour qu'elle soit aussi un catalyseur pour le développement des applications du prochain « Smart Grid » ;
- Élaborer un Code de Réseau National qui traitera de la production, de la transmission et de la distribution, du réseau des énergies renouvelables ;
- Promouvoir l'utilisation des véhicules à énergie propre et à mobilité électrique ;
- Créer un fonds de développement des énergies renouvelables et accorder des subventions pour la recherche et le développement pour des projets allant dans le sens de ce développement ;
- Promouvoir les investissements publics et privés (et des coopératives) pour des projets dans les divers secteurs des énergies renouvelables ;
- Considérer l'opportunité de recourir aux obligations vertes de la Banque de Maurice et au crowdfunding (une fois qu'un cadre réglementaire sera mis en place) pour financer les projets d'énergie verte ;
- Encourager les économies d'énergies selon le principe d'efficacité ;
- Fournir aux groupes organisés locaux et aux PME un accès transparent et équitable aux financements des projets d'innovation dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, déchets, bio) ;
- Construire un système expérimental photovoltaïque solaire flottant au réservoir La Ferme avant de l'étendre à grande échelle si l'essai est concluant ;
- Élargir les parcs éoliens terrestres avec les systèmes dotés de stockage d'énergie ;

- Installer un système d'observation des vents onshore et offshore et mettre les données recueillies à la disposition du public ;
- Compléter l'étude de faisabilité pour un parc éolien offshore ;
- Remplacer les lignes électriques aériennes par des câbles souterrains dans certaines zones prioritaires.

## La sécurité alimentaire

*La qualité des aliments que nous consommons dépend de la qualité de nos sols. Il est impératif de préserver ces terres aux valeurs inestimables. Le gouvernement MMM propose un plan de protection des sols. La mise en œuvre des actions pour la préservation des ressources en eau et de la biodiversité ainsi que la production du compost à grande échelle contribueront largement à la réalisation de cet objectif. Les cultivateurs seront les principaux acteurs de cette transition et ils bénéficieront de la formation et l'accompagnement techniques nécessaires. Notre territoire ayant un espace limité, une bonne planification du développement foncier sera nécessaire pour que les bonnes terres agricoles soient conservées pour la pratique d'une agriculture saine qui répondrait aux besoins des consommateurs.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Promouvoir une culture d'innovations agricoles parmi les jeunes et leur accorder des facilités de crédits qui leur permettront de devenir des petits planteurs-entrepreneurs ;
- Intégrer dans tout développement immobilier un « community garden » qui permettrait de renouer avec le potager familial traditionnel ;
- Légiférer pour des procédures plus rigoureuses afin d'empêcher un développement foncier sauvage et qui préserveront la superficie du territoire et assureront à long terme la sécurité alimentaire ;
- Promouvoir les nouvelles techniques agricoles et soutenir les agriculteurs dans leur mise en œuvre afin d'accroître la production et de permettre ainsi à ce que les produits agricoles soient à la portée de toutes les bourses ;

## LA SÉCURITÉ HUMAINE

- Encourager un système d'assurance pour couvrir les pertes encourues par les petits planteurs, d'autant plus que le réchauffement climatique leur soumet à plus de risques, surtout en ce qu'il s'agit des catastrophes naturelles ;
- Bâtir de nouveaux lieux de stockages innovants pour les produits agricoles importés afin de mieux palier les éventuelles difficultés d'approvisionnement ;
- Encourager la pisciculture à grande échelle pour que les produits de mer puissent se vendre à des prix plus abordables ;
- Promouvoir l'innovation et la valeur ajoutée afin de diversifier les produits et les rendre plus attractifs pour permettre aux petits planteurs et aux entrepreneurs de rayonner non seulement localement mais aussi au niveau régional.

### L'eau

*On nous avait promis l'eau potable 24/7 mais cinq ans plus tard, on attend toujours. Certaines parties de l'île connaissent encore de grosses coupures d'eau au quotidien. Le MMM considère qu'une nation moderne et qui se soucie du bien-être des citoyens doit s'assurer que le droit humain à l'eau potable soit accessible à tous les Mauriciens.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Construire des réservoirs dans différentes régions de l'île et s'assurer d'une nette amélioration dans la distribution d'eau ;
- Investir massivement et encourager la construction d'autres stations de traitement pour améliorer la qualité de l'eau ;
- Prévenir les gaspillages d'eau en veillant à ce que les problèmes liés aux fuites et aux pertes soient rapidement traités ;
- Équiper tous ceux dans des régions défavorisées qui ont besoin de pompes modernes pour assurer le stockage d'eau ;
- Inciter les familles mauriciennes à capter l'eau

de pluie et l'utiliser pour certains besoins, tels que le lavage des voitures, le jardinage et ainsi éviter le gaspillage ;

- Revoir les législations antérieures qui auraient des implications sur la distribution et la consommation d'eau et revoir les «Water Rights» de certains détenteurs ;
- Planifier et construire plus de stations de traitement d'eaux usées ;
- Connecter un plus grand nombre de maisons au réseau du tout-à-l'égout.

### La santé

*L'écart au niveau de la qualité des soins entre les secteurs public et privé est grandissant. Améliorer le service hospitalier tout en réduisant le temps d'attente dans les hôpitaux demeure notre priorité. Nous devons aussi mettre des moyens plus efficaces à la disposition des praticiens à tous les niveaux y compris le personnel paramédical. Nous ambitionnons également la décentralisation des services médicaux pour rapprocher la médecine du public et aussi réduire la pression sur nos principaux établissements hospitaliers.*

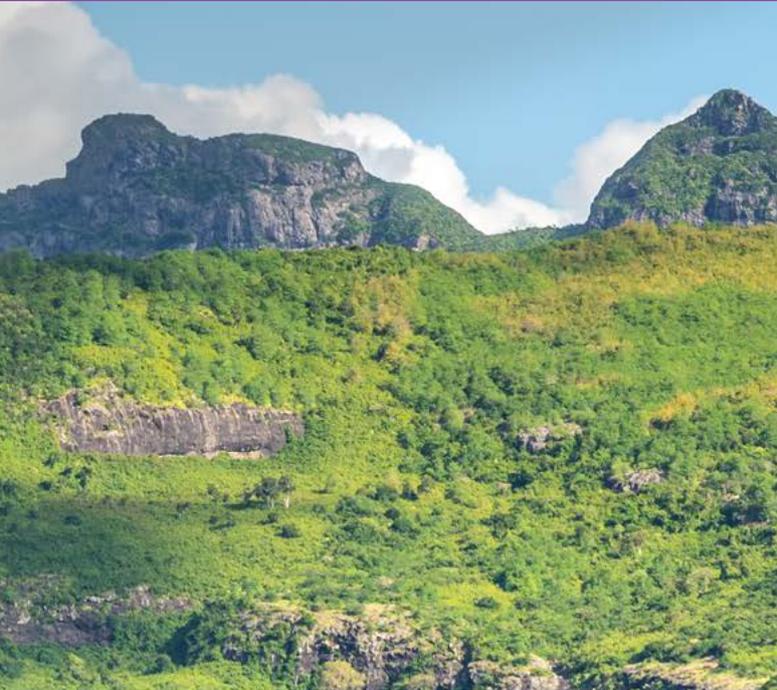
Le MMM propose les mesures suivantes :

- Améliorer d'urgence les conditions de traitement et l'accompagnement psychologique des patients du cancer en attendant l'entrée en opération du centre spécialisé ;
- Améliorer l'entretien des infrastructures hospitalières et la logistique dont le service ambulancier ;
- Assurer un entretien régulier des appareils médicaux ;
- Procéder à des achats d'appareils chez des firmes réputées et fiables qui garantissent la fourniture des pièces de rechange et par conséquent la possibilité de bien les entretenir ;
- Réduire le gaspillage dans le secteur pharmaceutique pour une meilleure gestion des stocks

en révisant les termes de référence du Pharmacy Board relatifs à la disponibilité des stocks dans le secteur public et privé ; et privilégier, quand c'est possible, l'achat des génériques pour réduire le coût des produits pharmaceutiques et procéder au contrôle de qualité de ces produits d'après un nouveau protocole ;

- Informatiser les dossiers médicaux pour mieux gérer la planification des rendez-vous et réduire le temps d'attente des patients ;
- Assurer un suivi épidémiologique efficace en concordance avec notre politique touristique ;
- Améliorer les paramètres de santé en fonction de notre spécificité locale et de nos facteurs de risque. Nos travailleurs étrangers devraient être surveillés de près ;
- Mettre en place un programme de formation continue destiné au personnel médical ;
- Revoir le secteur de la santé mentale et procéder à une réactualisation des définitions de ce type de pathologie ;
- Redéfinir le rôle et les responsabilités du Medical Council pour une gestion plus efficace des cas de négligences médicales alléguées ;
- Restructurer le service dentaire du secteur public afin d'offrir des soins de haute qualité à la population ;
- Mettre sur pied une campagne de sensibilisation intense et continue, en faisant prendre conscience aux citoyens de l'importance des maladies non-transmissibles ;
- Relancer le High Level Committee sur le VIH Sida et la collaboration avec les ONG et toutes les parties prenantes concernées pour développer un plan stratégique afin de mieux contrôler le SIDA et améliorer la qualité de vie des malades, par un accompagnement soucieux de leur bien-être.





03

# OPPORTUNITÉS

*POUR UN VRAI CHANGEMENT*



## OPPORTUNITÉS

Sans la création et l'optimisation de nouvelles opportunités dans les sphères économiques, éducatives, sportives, artistiques et culturelles, la prospérité de la nation et l'avenir de notre jeunesse sont compromis. Il est indispensable de créer un environnement favorable permettant aux citoyens, surtout aux jeunes de pouvoir développer leurs sens de l'entreprise et exploiter leurs talents et savoir-faire, et de mettre en place des programmes de formation et d'accompagnement.

### La relance de l'économie

*Les indicateurs économiques sont au rouge. En 5 ans la dette publique a augmenté de 35% pour atteindre Rs323 milliards soit plus de 65% du produit intérieur brut(PIB). La dette par tête d'habitant est plus de Rs255, 000. Si on ajoute les dettes encourues par les Special Purpose Vehicles le montant de la dette publique dépasserait la barre de 70% du BIP. Un niveau d'endettement record insoutenable. Le taux de chômage parmi les jeunes de moins de 25 ans oscille autour de 25%. Le taux de croissance stagne sous 4%, un taux insuffisant pour générer des emplois durables. Le pays peine à attirer des investisseurs étrangers dans des secteurs productifs. Par ailleurs le démantèlement du groupe BAI a eu un impact négatif considérable sur l'économie.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Créer un environnement propice aux investissements étrangers dans les secteurs dotés d'un potentiel de création d'emplois productifs ;
- Renforcer l'autonomie du Monetary Policy Committee et augmenter sa capacité de vigilance pour un meilleur contrôle de l'inflation ;
- Encourager les banques à offrir des taux d'intérêt supérieurs sur les épargnes.

### Le secteur sucre

*L'industrie sucrière est confrontée à de nombreux défis. La baisse du prix du sucre sur le marché international et l'érosion de nos marchés traditionnels ont rendu le secteur sucre encore plus fragile. Le MMM est donc déterminé à le faire revivre. La canne à sucre est tellement liée à l'histoire du pays que le MMM ne peut se résigner à laisser disparaître cette industrie d'autant plus que nous sommes convaincus que c'est un secteur d'avenir moyennant des mesures fortes et appropriées.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Redynamiser autour d'une table ronde les rapports entre les diverses parties prenantes du secteur y compris usiniers, petits et grands planteurs, employés et autorités pour mettre en œuvre une stratégie de sortie de crise et assurer une répartition équitable des revenus de l'industrie cannière ;
- Réviser les législations multiples qui régissent ce secteur et les adapter aux réalités nouvelles du marché ;
- Réaliser un plan de diversification du secteur vers des produits à forte valeur ajoutée ;
- Saisir l'opportunité que représente l'Africa Continental Free Trade Area, pour dynamiser les activités de ce secteur.

## Le secteur industriel

*La tendance générale vers une économie de services ne nous dispense cependant pas d'avoir un secteur industriel solide. A défaut de pouvoir développer une industrie lourde en raison de notre insularité et nos faibles ressources en matières premières, nous pouvons nous orienter vers une industrie de transformation et d'assemblage à forte valeur ajoutée, destinée à l'exportation.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Procéder à une étude approfondie du secteur industriel afin de détecter ses faiblesses et établir un plan stratégique pour y remédier ;
- Introduire de nouvelles mesures d'incitation à l'investissement dans divers secteurs industriels afin d'augmenter la contribution de ce secteur au PIB ;
- Exploiter les opportunités offertes sous le traité de l'Africa Continental Free Trade Area afin de trouver de nouveaux marchés pour l'exportation ;
- Aider nos petites et moyennes entreprises à se tourner vers l'exportation en leur fournissant conseils et outils appropriés ;
- Organiser un forum des tendances en ingénierie afin de satisfaire les demandes spécifiques au secteur industriel ;
- Revoir la législation concernant la recherche et l'innovation afin de permettre une meilleure collaboration entre nos chercheurs et le secteur privé ;
- Créer un organisme pour s'assurer que les résultats des recherches pour la consolidation du secteur industriel soit mis en application.

## Les Petites et Moyennes Entreprises

*Le secteur des petites et moyennes entreprises a le potentiel d'être la colonne vertébrale de l'économie mauricienne. Nous valorisons le rôle que peut jouer les PME dans notre ambition de relancer l'économie pour en faire une à revenu élevé. Le MMM accordera tout son soutien à ce secteur qui demeure une source majeure de création d'emplois. Face à un taux de chômage inquiétant parmi les jeunes et un contexte économique mondial de plus en plus difficile, nous considérons l'éducation à l'entrepreneuriat dans le système éducatif secondaire comme un investissement rentable.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Adresser l'épineux problème de financement des PME en sollicitant l'appui des banques privées et des fonds internationaux pour mettre à la disposition des PME des financements plus flexibles et plus abordables ;
- Introduire un contrôle sur les importations pouvant nuire au développement des PME locales ;
- Établir une 'Special Export Promotion Agency' pour les petites et moyennes entreprises ;
- Saisir l'opportunité de l'Africa Continental Free Trade Area pour encourager une plus grande pénétration des petites et moyennes entreprises sur le marché africain ;
- Encourager les petites et moyennes entreprises à se constituer en coopératives pour faciliter leur entrée sur les marchés potentiels ;
- Introduire une loi cadre pour mieux encourager la participation et l'intégration des PME dans les grosses entreprises pour une démocratisation de l'économie ;
- Introduire le développement de l'éducation à l'entrepreneuriat dans le système éducatif secondaire pour promouvoir l'esprit d'initiative et l'esprit d'entreprise ;
- Améliorer les conditions d'opération des Contract Vans et des taxis ;

## OPPORTUNITÉS

- Accorder une attention particulière à la situation des éleveurs et mettre en place une collaboration avec les coopératives d'éleveurs de porc ;
- Identifier et créer des zones industrielles dans tous les districts de la République et encourager une collaboration entre ces espaces et les 'women and youth centres' pour inculquer une culture d'entreprise chez les femmes et les jeunes.

### Le tourisme

*L'industrie touristique, un de nos plus gros employeurs, est en régression. Il y a une tendance à la baisse dans le taux de fréquentations et de dépenses et certains concurrents de l'Océan Indien se portent mieux que nous. L'état de l'environnement ainsi que le niveau de sécurité à Maurice y sont pour quelque chose. Il est impératif de redresser notre industrie touristique et de lui donner un nouvel essor pour la survie de notre économie globale.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Restaurer et consolider notre attractivité touristique en réglant les problèmes urgents tels que l'érosion des plages, l'insécurité, l'insalubrité et le problème des chiens errants ;
- Redonner un nouvel envol à Air Mauritius, partenaire essentiel à notre industrie touristique, et s'assurer d'une équipe efficace, compétente et indépendante pour une gestion sans ingérence politique ;
- Étudier les nouvelles possibilités de connectivité aérienne en tenant compte de la diversification nécessaire de notre clientèle touristique ;
- Consolider la coopération entre les compagnies aériennes régionales pour une meilleure desserte de l'Océan Indien ;
- Trouver le juste équilibre pour que le 'All Inclusive Tourism Package' ne porte préjudice aux autres opérateurs dans le secteur touristique ;
- Impulser un nouvel élan à l'école hôtelière en

lui dotant de plus de moyens pour assurer une formation de qualité et élargir son programme d'études pour inclure d'autres cours tels que l'apprentissage des langues étrangères ;

- Développer et consolider l'écotourisme à travers la construction d'écogîtes dans un souci constant de protéger l'environnement et offrir des incitations fiscales aux promoteurs de ces hébergements écologiques et durables ;
- Développer et consolider le tourisme culturel en exploitant la richesse et la diversité culturelle du pays ;
- Améliorer le cadre légal pour inclure les divers opérateurs non officiellement répertoriés.

### Le secteur financier

*Le secteur financier fait face à des défis sans précédent. L'image de Maurice en tant que centre financier bien réglementé a été terni par les différents scandales qui ont secoué le secteur notamment avec le démantèlement de la BAI et les affaires Sobrihno et Quantum Global. Les amendements à notre traité de non double imposition fiscale avec l'Inde et la révocation de notre traité de non double imposition avec le Sénégal ont considérablement réduit notre attrait comme juridiction de choix pour les investissements en Inde et en Afrique. Par ailleurs, l'Union européenne, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et la Financial Action Task Force (FATF) maintiennent la pression pour une révision de notre cadre légal et une réforme du système fiscal. Le secteur financier doit se réinventer.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Soigner l'image de Maurice comme centre financier crédible et transparent à travers des campagnes internationales d'explication et de promotion ;
- Solliciter l'aide des fiscalistes internationaux et de praticiens expérimentés pour nous aider dans nos négociations avec l'Union euro-

péenne, l'OCDE et la FATF ;

- Accélérer le processus de négociations, de signature et de ratification traité de non double imposition avec les pays du continent africain et ailleurs ;
- Consulter les opérateurs du secteur financier à intervalle régulier pour qu'ils puissent être parties prenantes des décisions touchant le secteur ;
- Réviser le cadre légal des fonds d'investissement collectif, de gestion de fortune et de family office dans le but de les rendre plus attrayants et concurrentiels ;
- Réglementer le secteur de Fintech ;
- Développer et promouvoir des produits financiers islamiques ;
- Encourager les gestionnaires de fonds et de fortunes à se relocaliser chez nous en leur offrant des incitations fiscales ;
- Miser sur la formation de nos opérateurs.

## La technologie de l'information et de la communication

*Le numérique transforme la société et la démocratie. L'Internet a révolutionné la manière dont les citoyens s'expriment et se divertissent. La 5G est le principal moteur de l'économie numérique du futur. Le gouvernement MMM accordera en priorité une attention particulière au déploiement de la 5G à Maurice. C'est le souhait d'un gouvernement MMM d'avoir des essais 'live' menés d'ici 2021 avant le lancement commercial par la suite. Nous voulons aussi encourager la coopération internationale dans la conduite des transferts de technologie, et l'harmonisation des normes technologiques.*

*Nous condamnons les restrictions techniques et légales à l'accès aux contenus qui sont de graves atteintes à la liberté d'expression et ne peuvent se justifier que si elles sont strictement conformes aux normes internationales en matière de droits humains, relatives aux restrictions et aux garanties*

*d'une procédure régulière. Par ailleurs, la surveillance de masse ou la surveillance sans discernement des personnes et de leurs communications constitue une violation du droit à la vie privée.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Promouvoir l'infrastructure des TIC pour permettre de nouvelles technologies, de nouveaux services et de nouvelles applications de communication ;
- Fournir une obligation de service universel à large bande (USO) de vitesse raisonnable ;
- Permettre le déploiement de points d'accès Wi-Fi publics ; cela aidera à combler la fracture numérique et donnera également une impulsion à l'éducation, à l'entrepreneuriat, à l'emploi et favorisera une économie numérique ;
- Promouvoir le développement et l'expansion d'un écosystème de l'Internet des objets (IoT) ;
- Assurer une répartition équitable des bandes de spectrum (fair spectrum band allocation) à des tarifs abordables ;
- Subventionner le coût en réalisant l'infrastructure de connectivité et de Cloud pour les startups en herbe ;
- Établir et déployer un régime complet de protection des données et examiner les droits de propriété intellectuelle et les lois connexes ;
- Faciliter et intensifier les technologies émergentes (Intelligence Artificielle, Robotique, Cloud Computing, Réseau Machine à Machine, Big Data, Block Chain, Crypto currency et Crowd funding) en passant en revue l'octroi de licences simplifiées, les cadres réglementaires et la garantie de cadres de sécurité appropriés ;
- Intensifier les initiatives du e-gouvernement afin d'assurer la qualité, l'optimisation des ressources, l'efficacité, la transparence, la redevabilité et la promotion de bonne gouvernance ;
- Passer progressivement d'ultra-fast broadband au wireless broadband et gigabit broadband et

## OPPORTUNITÉS

fournir de nouvelles solutions et services pour assurer l'inclusion dans une société de gigabit numérique.

### L'économie bleue

*L'océan va devenir une force économique majeure durant ce siècle. Notre objectif est de transformer notre zone économique exclusive (EEZ) en un puissant instrument de relance et de démocratisation économique pour un meilleur partage de la richesse nationale et la création d'emplois pour nos jeunes.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Accroître la surveillance de notre vaste zone économique contre la piraterie, la pêche illégale et le trafic de drogue et fournir une meilleure logistique pour les opérations de recherche et de sauvetage ;
- Revoir les moyens de nos garde-côtes afin de développer leurs capacités d'intervention ;
- Entreprendre des partenariats spécifiques avec des alliés stratégiques pour consolider notre sécurité maritime ;
- S'engager dans le 'Marine Spatial Planning' (MSP) pour atteindre nos objectifs écologiques, économiques et sociaux dans le but de créer des opportunités pour tous ;
- Collaborer avec des partenaires privés (locaux et étrangers) pour des investissements en recherche et développement spécifiquement orientés vers les activités liées aux ressources de l'océan ;
- Introduire de nouveaux programmes d'études tels que la Science de la Mer et des études océaniques dans les écoles secondaires et les institutions supérieures afin de former suffisamment de main-d'œuvre de qualité pour ce secteur ;
- Travailler avec les partenaires appropriés au développement d'un secteur de pharmacologie marine et viser le marché africain pour l'exportation ;

- Collaborer avec l'Union européenne et des pays tels que l'Australie et la Nouvelle Zélande pour un développement significatif et soutenu sur un projet de « ocean plastic clean up ».

### Le port

*Le port est stratégiquement important pour le développement du pays et ce secteur requiert une administration solide et un investissement soutenu pour être compétitif. Une amélioration de l'infrastructure portuaire, la mise en service des équipements performants et le rehaussement du niveau de sécurité sont nécessaires.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Moderniser les institutions liées à l'économie bleue (Mauritius Ports Authority, Freeport, Cargo Handling Corporation) ;
- Revoir le cadre régulateur et institutionnel régissant les activités de ces organismes afin de les adapter aux évolutions et aux dynamiques émergentes du commerce international ;
- Évaluer les infrastructures de ces institutions afin de pouvoir introduire et appliquer des technologies de pointe qui contribueraient à transformer le pays en un hub logistique sophistiqué ;
- Augmenter la capacité de « bunkering » et assurer un transport plus rapide des marchandises de Maurice vers les îles avoisinantes aussi bien que vers d'autres pays de l'Océan Indien ;
- Développer un partenariat solide avec le secteur privé pour établir des entrepôts régionaux qui contribueraient à rendre plus efficace et compétitive notre politique basée sur l'Africa strategy.

## La pêche et la communauté des pêcheurs

*Si nos lagons font rêver les touristes et vendre la destination Maurice, ils sont pour la communauté des pêcheurs, un espace de vie. La surpêche, la pollution de source terrestre et les activités nautiques incontrôlées dégradent nos lagons affectant ainsi les prises et l'écosystème.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Élaborer un plan stratégique pour venir en aide aux pêcheurs lors des catastrophes naturelles et qui comprendra une révision de l'allocation accordée aux pêcheurs et l'instauration d'un système d'assurance efficace ;
- Régler les problèmes liés aux 'cartes des pêcheurs' et moderniser le système pour un enregistrement efficace et transparent ;
- Considérer la possibilité de permettre aux pêcheurs de rendre leurs cartes à la retraite contre le paiement d'un lump sum
- Revoir le fonctionnement des comités consultatifs existants afin de mieux gérer les doléances des pêcheurs ;
- Donner l'occasion aux pêcheurs de participer pleinement à l'exportation et aux bénéfices de notre zone économique ;
- Instaurer un 'Fishermen Pension Fund' afin de garantir la sécurité économique des pêcheurs à long terme ;
- Augmenter le nombre de bourses pour les enfants des pêcheurs ;
- Repenser et décentraliser le « seafood hub » afin que ce secteur puisse embaucher davantage de personnes ;
- Accorder davantage de moyens aux pêcheurs pour augmenter leur participation dans des activités liées à l'océan ;
- Installer à différents points de nos côtes des centres de formation liés aux activités de la mer et étendre le « Joint Seychelles Mauritius Conti-

ental Shelf Model » aux autres pays africains du littoral ;

- Renégocier les accords de pêches avec les pays qui exploitent notre zone marine ;
- Construire des fermes d'aquaculture écologiques ;

## Stratégie africaine

*L'Afrique est déjà pour nous un partenaire économique important mais il nous faut en faire un partenaire privilégié. L'opportunité que nous offre l'accord 'Africa Continental Free Trade Area' devrait être pleinement exploitée au profit des deux partenaires.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Encourager l'exportation des services et de biens vers l'Afrique ;
- Encourager les investissements et les joint ventures des sociétés mauriciennes ;
- Faire du gateway mauricien entre l'Asie et l'Afrique un réel succès ;
- Augmenter le nombre de missions diplomatiques en Afrique.

## Les relations internationales et la coopération régionale

*Vu les grandes mutations et dynamiques au niveau des relations géostratégiques et géopolitiques, Maurice n'a d'autre choix que de consolider sa politique étrangère et de marquer sa présence au niveau régional et international. L'Africa Continental Free Trade Area' nous offre aussi l'opportunité de repenser notre diplomatie économique et notre stratégie vis-à-vis de l'Afrique.*

Le MMM propose de :

- Poursuivre les engagements déjà pris et prendre de nouvelles initiatives si besoin est pour le recouvrement de notre souveraineté sur les Chagos et Tromelin ;
- Continuer à défendre les intérêts de nos frères

## OPPORTUNITÉS

et sœurs chagossiens et leur droit de retour sur leurs îles natales ;

- Consolider notre positionnement et notre fonction au sein de l'Union africaine et accentuer notre rôle dans la région ;
- Soutenir les causes justes telles que la cause des peuples opprimés et marginalisés à travers le monde ;
- Raffermer nos relations avec les pays de peuplement ;
- Approfondir nos relations avec des pays amis tels que la Grande Bretagne, les États Unis, et l'Australie ;
- Établir des liens plus étroits avec des pays d'Asie et de l'Amérique latine ;
- Élargir notre champ diplomatique avec l'ouverture d'un plus grand nombre de missions diplomatiques sur le continent africain vu l'opportunité que nous offre l'Africa Free Trade Continental Area ;
- Transformer Maurice en un centre juridique d'excellence et de grande réputation et ainsi augmenter l'attractivité des investissements en provenance de l'Afrique ;
- Revoir l'opération de la migration circulaire dans le domaine de l'emploi afin de la rendre plus performante ;
- Positionner le pays comme leader au sein du groupement des pays insulaires (SIDS).

## Éducation

*Il n'y a pas d'opportunités si les questions autour de l'accès, la pertinence, la qualité et l'équité ne sont pas prises en considération dans toute réflexion sur l'éducation. L'éducation doit permettre à tout futur adulte d'acquérir les compétences intellectuelles, opérationnelles, intra personnelles et interpersonnelles qui lui permettront de construire sa vie.*

*Au MMM, nous pensons qu'à ce stade de l'évolution historique, passant d'une base industrielle à une base de technologie et de connaissances, le niveau d'échec scolaire aux niveaux primaire et secondaire est dangereux pour la durabilité globale de notre pays et doit être traité de manière urgente. Nous nous préoccupons aussi et surtout du bien-être de nos enfants dans les écoles. Le MMM veut transformer nos écoles afin qu'elles deviennent des lieux sûrs et protecteurs pour les élèves. Les écoles auront l'obligation légale de protéger les enfants à leur charge et de promouvoir leur bien-être.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Assurer des écoles sûres et saines pour tous les enfants de l'île Maurice où chaque enfant compte ;
- Faire de l'école un espace créatif et humain basé sur les grands savoirs : apprendre à faire, apprendre à être, apprendre à savoir et apprendre à travailler avec les autres ;
- Élargir et approfondir l'exposition des enfants aux sciences humaines, aux sciences naturelles, aux sciences sociales et à la technologie, en tirant parti de l'apprentissage par l'expérience et des situations réelles de leur environnement ;
- Investir dans les installations matérielles des écoles et dans l'environnement scolaire et d'apprentissage pour aplanir les disparités entre les différents établissements afin que chaque école soit dotée d'un environnement propice à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur succès ;

- Prendre davantage en compte l'éducation de la petite enfance, car il est établi que c'est à cette étape que se joue le développement de ;
- Mettre en place une communauté d'apprentissage autour de chaque école grâce à un système de communication fluide entre les écoles, les enseignants, les parents et les élèves ; l'objectif de cette communauté sera de sensibiliser, de comprendre et de garantir la collaboration active de toutes les parties impliquées dans le processus d'enseignement et d'apprentissage ;
- Prévoir un soutien psychologique, de conseil et d'accompagnement pour les élèves, leurs parents et les enseignants ;
- Mettre en place un système complet d'évaluation continue sur le modèle de ce qui est utilisé dans des pays tels que Singapour et la Finlande pour suivre de près les progrès de chaque enfant et prendre des mesures pour qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte ;
- Rendre l'enseignement jusqu'au Cambridge School Certificate obligatoire ;
- Introduire des sessions de méditation dans nos écoles primaires.

## Pour les enseignants

- Revoir la formation des enseignants en collaboration avec les parties prenantes concernées ;
- Introduire des cours de développement personnel pendant les vacances scolaires, calqués sur la notion de 'Teacher University' ;
- Assurer la formation et le développement continu pour les professeurs d'université ;
- Considérer des licences et master en pédagogie.

## Pour le préscolaire

- Construire un certain nombre d'écoles dans des zones défavorisées pouvant accueillir 100 enfants, dotées d'une infrastructure moderne

et adéquate, d'équipements, de terrains de jeux, d'une décoration intérieure et d'un personnel formé comprenant un soutien social et psychologique ;

- Moderniser les infrastructures dans les écoles existantes, les écoles publiques et privées ;

## Pour l'enseignement primaire

- S'assurer que la formation du caractère, la confiance en soi, la capacité de communiquer clairement, la capacité de coopérer et de faire preuve de compassion fassent partie intégrante de l'évaluation scolaire ;
- Introduire un 'Early Literacy Program' afin que tous les enfants sachent lire et écrire à partir de Grade 2 ;
- S'assurer que l'éducation physique et sportive fasse partie intégrante du système éducatif ;
- Investir dans les bibliothèques scolaires et les équipements audio et vidéo destinés aux enfants.

## Pour l'enseignement secondaire

- Offrir l'accès gratuit à l'Internet pour les étudiants des cycles secondaire et tertiaire ;
- Introduire des mesures en consultation avec Cambridge pour développer la pensée critique dans le cursus scolaire ;
- Encourager les élèves dès le début de leurs études secondaires à choisir des matières liées aux Sciences Humaines, aux Sciences Naturelles, aux Sciences Sociales et à la technologie, dans la même ligne que le programme du baccalauréat ; une panoplie de sujets nous mènerait vers plus de 'curriculum justice' ;
- Renforcer la sécurité dans les écoles secondaires ;
- Mettre en place des bibliothèques régionales et des installations audio et vidéo pour les médias à travers l'île ;

## OPPORTUNITÉS

- Solliciter l'avis d'experts pour examiner les problèmes de drogue et de violence dans les écoles. Un programme de sensibilisation et de prévention sera aussi implémenté à travers l'île ;
- Introduire un 'Laureate Scheme' sur une base régionale greffée sur le système actuel afin de créer une nouvelle dynamique intellectuelle dans la région et d'encourager les étudiants à ne pas chercher à quitter leur région après la Form V ;
- Solliciter l'avis d'experts pour examiner les conséquences de l'introduction des examens du baccalauréat dans notre système éducatif ;
- Encadrer les étudiants pour qu'ils puissent très tôt choisir les matières qui conviennent le mieux pour améliorer leur propre développement et capacité à trouver du travail.
- Encourager les universités à offrir des 'mid degree sandwich courses' permettant aux étudiants en troisième année universitaire de travailler dans les secteurs industriels, affaires et autres. En contrepartie des incitations en espèces ou sous forme d'allègement d'impôt seront offertes aux employeurs ;
- Offrir des 'Degree Apprentiship Programmes' avec une formation sur le tas comme une route menant à une qualification ;
- Encourager les étudiants du second cycle à prendre des 'Semester Abroad Program', des internats à court terme, des formations ou des projets d'étude dans des institutions internationales à travers un partenariat stratégique entre nos universités et des institutions de recherches internationales.

## Enseignement supérieur

- Organiser une consultation nationale sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ;
- Revoir la 'Higher Education Act' et la 'Mauritius Research & Innovation Council Act' afin de promouvoir et valoriser la recherche académique ;
- Octroyer un plus grand nombre de bourses aux meilleurs étudiants pour l'enregistrement au niveau du doctorat ;
- Offrir l'accès gratuit à l'Internet pour les étudiants des cycles secondaire et tertiaire ;
- Mettre en place une bibliothèque numérique nationale ;
- Mettre en place Un Office of the Independent Adjudicator for Higher Education pour examiner les griefs des étudiants concernant le 'Higher Education providers' ;
- Doter l'université de Maurice des ressources adéquates pour améliorer son rang à l'international et l'encourager à établir des campus dans des pays du continent africain, en particulier la SADC ;

## La diaspora

*L'île Maurice souffre d'une fuite de cerveaux et le MMM fera tout pour faire du brain drain un 'brain gain'. Saisir l'opportunité que représente cette diaspora sera une des priorités d'un gouvernement MMM. Nous mettrons en place différentes filières pour encourager la diaspora à un retour au pays de façon permanente ou temporaire, à s'engager activement dans le pays sur le plan économique, social ou en partageant leurs compétences, leurs talents et leurs expériences. Une base de données pour connecter et faire connaître la diaspora sera établie. Le résident d'outremer pourra choisir de rester à l'étranger tout en contribuant activement au progrès du pays.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Exonérer l'impôt sur les revenus générés localement ou internationalement par un membre de la diaspora occupant un emploi dans le pays ;
- Reconnaître et récompenser le travail de la diaspora mauricienne dans le monde et mettre en valeur les réalisations de ces Mauriciennes et Mauriciens d'ailleurs ;

- Encourager les boursiers et les boursières à revenir et servir le pays pour une période minimale de deux ans après leurs études.
- Accorder des facilités hors-taxes pour l'achat de véhicules utilitaires pour le transport des équipements des artistes ;

## Les arts et la Culture

*Les arts et la Culture constituent l'essence même d'une nation. Les artistes sont souvent par leur pratique les gardiens et protecteurs de notre héritage culturel et ancestral. Et pourtant, ce ministère reste le parent pauvre du budget national. Le MMM est déterminé à offrir à nos artistes des opportunités de s'épanouir et de faire de l'industrie de la créativité une importante composante de l'économie.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Augmenter le budget du ministère des Arts et de la Culture et procéder à une meilleure répartition de ses ressources ;
- Reformuler la MASA afin qu'elle soit mieux en mesure de protéger les artistes ;
- Répartir plus équitablement les revenus générés par les opérateurs de téléphone sur les Callertunes ;
- Encourager l'ouverture des espaces destinés à l'exposition des peintures, des sculptures et des produits de l'artisanat artistique ;
- Construire des lieux et des facilités pour les manifestations artistiques dans diverses régions de l'île ;
- Augmenter le quota des chansons des artistes locaux à la radio et à la télévision afin d'encourager leur production à travers une meilleure rémunération ;
- Créer une école destinée aux beaux-arts où interviendraient des professionnels formés pour dispenser un enseignement de qualité ;
- Subventionner l'organisation des festivals artistiques ;
- Revoir le fonctionnement du film Rebate Scheme pour éviter des abus

- Mettre en place une base de données pour l'enregistrement de tous les artistes sur le site web du ministère.

## Le sport et la jeunesse

*Pour une amélioration globale de la santé physique et mentale de la population mauricienne, nous encouragerons tout le monde à développer un esprit sportif et pratiquer une discipline sportive. C'est pourquoi le MMM veut faire de la République de Maurice une nation sportive, et rendre le sport accessible à tous les Mauriciens dans tous les coins et recoins du pays.*

Le MMM propose les mesures suivantes :

- Développer une stratégie nationale de Sport-Santé pour tous pour encourager la population à adopter un mode de vie sportive et doter les localités de facilités pour la pratique du sport ;
- Diversifier les sources de financement des projets d'infrastructure sportives en impliquant la communauté des affaires ;
- Rendre les fédérations sportives CSR-compliant ;
- Accorder une attention égale au sport d'élite et au sport de masse et travailler en étroite collaboration avec les ministères de l'Éducation, de la Santé et de l'Intégration Sociale pour toucher jeunes et moins jeunes ;
- Assurer la formation des sportifs dans un maximum de disciplines possibles à travers des académies nationales ;
- Créer des centres de formation régionaux, qui seront responsables des détectations, à partir des compétitions inter-écoles, inter-collèges et inter-régions ;
- Offrir des cours de rattrapage sur le plan académique aux jeunes sportifs qui en ont besoin ;

## OPPORTUNITÉS

- Créer des emplois dans les centres de formation régionaux et académies nationales pour les anciens sportifs qui auront complété leur brevet ;
- Faire appel à des professionnels de l'utilisation de la technologie de pointe pour le suivi de nos élites et leur développement afin qu'ils puissent atteindre le niveau mondial ;
- Donner un souffle tant attendu à la régionalisation du sport, qui sera aussi un moyen de promouvoir le sens d'appartenance dans ces régions. Ce qui ramènera les spectateurs sur les terrains ou dans les gymnases ;
- Responsabiliser les collectivités locales dans le domaine du développement et de la promotion du sport, en collaboration avec les fédérations, les comités régionaux et les clubs ;
- Créer un organisme responsable des infrastructures sportives pour leur entretien quotidien et faire un état des lieux obligatoire tous les six mois ;
- Doter les fédérations paralympiques de subventions à hauteur de celles reçues par les fédérations olympiques. De même, les récompenses de l'État aux sportifs paralympiques seront similaires à celles offertes aux personnes valides pour des résultats aux compétitions internationales ;
- Rembourser les compagnies qui accordent des 'releases' à leurs employés dans le cadre d'entraînements des sélections nationales et pour la participation à des compétitions d'envergure à Maurice, comme à l'étranger. Ces 'releases' ne seront pas déduits des « local leaves » des sélectionnés ;
- Rechercher des bourses sports-études avec les pays amis pour encourager l'excellence ;
- Introduire la natation comme une discipline sportive obligatoire au primaire jusqu'à l'âge de 8 ans ;
- Responsabiliser les fédérations sportives et leur permettre de trouver les financements possibles à travers les sponsors, par le biais du CSR ;
- Offrir un large éventail de choix de disciplines sportives à la population et encourager l'émergence de nouveaux sports, comme le break dance et l'escalade, qui devront faire leur entrée aux Jeux olympiques de 2024 ;
- Créer un State Allowance Recognition Scheme pour les sportifs à la retraite et ouvert aux médaillés d'or de toutes les éditions des Jeux des îles de l'Océan Indien ;
- Créer un Hall of Fame (State Allowance Recognition Scheme) pour les sportifs. Ils auront droit à des emprunts à un taux préférentiel pour lancer leur propre entreprise, pour l'achat d'un terrain ou pour la construction d'une maison.
- Protéger les sportifs de tout âge à travers un « Plan d'assurance sportif » qui sera abordable aux clubs et fédérations ;
- Effectuer des échanges sportifs entre les étudiants des institutions secondaires ;
- Assurer la construction de centres de jeunesse modernes, où les jeunes pourront se rencontrer régulièrement pour des activités saines telles que le sport, la lecture, la danse, le chant, les concours de slam. Cela passera par une dynamisation des Youth Councils en mettant des moyens plus adéquats, dont financiers, à leur disposition ;
- Organiser un 'annual short movie festival' à l'intention des jeunes et des étudiants avec pour thèmes le sport, la jeunesse, l'environnement, la santé et le combat contre la drogue. Le but sera d'inciter les jeunes étudiants à faire un meilleur usage de la téléphonie mobile et des technologies dans un esprit productif et bénéfique à la société ;
- Créer la pratique d'échange des jeunes chez des familles d'accueil pour mieux connaître la culture de l'autre.







**04**

# **ÉCOLOGIE**

**POUR UN VRAI CHANGEMENT**

## ÉCOLOGIE

La surconsommation des ressources compromet l'existence de toutes les formes de vie sur terre et menace la survie de la race humaine. Jamais auparavant les écosystèmes n'auront été autant menacés. Jamais les impacts de la crise climatique n'auront été autant évidents aux quatre coins de la planète. Plus personne ne peut encore feindre l'ignorance de l'urgence écologique, encore moins ceux qui prétendent gouverner.

Une mouvance écologique citoyenne est enclenchée à travers le monde pour réclamer les droits de l'environnement et le droit à un environnement sain. L'heure est à la gouvernance mondiale concertée et à l'action. Notre petit état insulaire en développement (PEID), est confronté à de nombreux défis : densité élevée de la population, ressources limitées, forte dépendance à l'égard du commerce, extrême vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et environnementales dont le réchauffement de la planète et l'élévation du niveau de la mer. Une biodiversité fortement menacée.

Conscient de sa responsabilité envers le pays et la planète, un gouvernement MMM se fera le devoir d'être un État Écologique Exemplaire et un ardent défenseur des intérêts des petits états insulaires davantage vulnérables aux changements climatiques.

### La protection de l'environnement

*L'Environment Protection Act stipule sous la section concernant l'Environmental stewardship que "(...)every person in Mauritius shall use his best endeavours to preserve and enhance the quality of life by caring responsibly for the natural environment of Mauritius". Ce devoir qui incombe au citoyen prendra tout son sens lorsque l'État donnera d'abord l'exemple en tant qu'acteurs dans cette obligation vis-à-vis de la nature et de l'environnement.*

Le MMM propose les mesures suivantes:

- Légiférer sur le climat par le biais d'un texte

de loi pour établir un calendrier réaliste et réalisable afin de devenir une économie zéro carbone ;

- Créer une National Environment Protection Agency indépendante pour agir comme fer de lance pour la protection de l'environnement ;
- Faire de Saint Brandon une aire marine protégée et une réserve ornithologique de concert avec les organismes internationaux. Une telle initiative placera le pays sur la carte du tourisme vert international ;
- Appliquer avec plus de rigueur la législation pour un urbanisme mieux maîtrisé en interdisant les constructions sur les tracés de cours d'eau, sur les réserves de rivières et les wetlands. Des pouvoirs supplémentaires d'investigation et de contrôle seront octroyés aux collectivités locales qui auraient à répondre des manquements constatés ;
- Instaurer une écotaxe qui aurait pour but d'inciter les entreprises à se doter des équipements 'éco friendly' ;
- Accorder une subvention et un plan de financement pour l'achat des panneaux photovoltaïques à usage domestique ;
- Réglementer plus vigoureusement les activités polluantes à travers une surveillance accrue et rendre la police de l'environnement plus efficace ;

- Réhabiliter les forêts afin de mieux protéger la flore et la faune ;
- Développer le réseau des centres de traitement des eaux usées afin que toutes les régions côtières soient desservies et ainsi protéger l'intégrité de nos lagons et nos nappes phréatiques. Une réactualisation de la « Rivers and Canals Act » de 1863 sera aussi entreprise.
- Élaborer un plan de revitalisation des lagons avec la participation de la communauté de pêcheurs et d'autres utilisateurs du lagon.

## Les énergies renouvelables

Le climat c'est l'avenir, et l'avenir c'est l'énergie renouvelable. Bien que n'ayant pas d'obligation en vertu de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques de réduire les émissions, la République de Maurice veut promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables étant donné qu'elle se trouve parmi les pays les plus menacés par la crise climatique.

Le MMM propose les mesures suivantes:

- Intensifier la production d'énergies renouvelables - solaire, éolienne et biomasse ;
- Explorer et évaluer le potentiel et les opportunités pour la mise en œuvre des options d'énergies renouvelables inexploitées ;
- Créer un fonds de développement des énergies renouvelables et accorder des subventions pour la recherche et le développement pour la mise en œuvre des projets ;
- Permettre aux associations constituées et aux PME d'avoir un accès transparent et équitable aux financements des petits projets d'innovation dans le domaine des énergies renouvelables ;
- Construire un système expérimental photovoltaïque solaire flottant au réservoir La Ferme.

## La gestion des déchets

Le système actuel de collecte, d'acheminement et d'enfouissement de déchets est complètement désuet. Si le mode de transport a connu quelques changements, la gestion demeure presque primitive. Mare Chicose est aujourd'hui une véritable bombe à retardement sur notre sol.

Le MMM propose les mesures suivantes:

- Mettre en place une politique durable de gestion des déchets en encourageant la réduction des emballages, le recyclage et le compostage. Une gestion efficace couplée à des cycles de ramassage de déchets écourtés réduira la prolifération de rats et autres insectes nuisibles à la santé publique ;
- Procéder aux tris sélectifs des déchets pour la production du compost à grande échelle ;
- Appliquer systématiquement et avec rigueur les lois contre les pollueurs selon le principe du pollueur-payeur ;
- Prévoir l'installation de conteneurs temporaires à divers endroits très fréquentés dans les villes et villages pour faciliter le dépôt des bouteilles en plastique ;
- Augmenter les filières et capacités de recyclage à travers la construction de nouvelles unités.

## ÉCOLOGIE

### La mise en place d'une National Environment Protection Agency

La protection de l'environnement ne peut et ne doit être subjugée aux pouvoirs discrétionnaires du gouvernement du jour qui contourne les dispositions de la loi à sa guise. Une surveillance méthodique de l'environnement et une application rigoureuse de la loi requièrent un pilotage par un organisme totalement indépendant du ministère de L'Environnement.

Le MMM propose les mesures suivantes:

- Mettre sur pied une « National Environment Protection Agency » et la doter d'un statut constitutionnel ; cet organisme disposerait d'une autonomie absolue et d'un personnel avec des compétences techniques nécessaires pour réaliser des audits réguliers et évaluer les rapports d'études d'impact soumis par les promoteurs ;
- Remettre à jour le cadre légal du « National Biodiversity Strategy & Action Plan » (NBSAP) et faciliter sa mise en œuvre en amenant les divers ministères à travailler de concert. Cela permettrait des actions plus ciblées vers les zones côtières menacées, les wetlands, les cours d'eau et toutes les zones sensibles afin de mieux protéger la biodiversité.

### L'éducation et le changement climatique

L'État doit assumer sa responsabilité intergénérationnelle, toutefois il ne peut agir seul efficacement. Une éducation à l'environnement à tous les échelons de la société permettra d'inculquer les valeurs de l'éco-citoyenneté et de créer l'environnement social propice à la réalisation de ce changement.

Le MMM propose les mesures suivantes:

- Enseigner la gestion du capital santé à nos compatriotes et les conscientiser sur la relation entre la qualité de l'environnement et la santé humaine ;

- Introduire l'étude du changement climatique dans le programme scolaire afin de sensibiliser les jeunes à la protection de l'environnement et au respect de la nature ;
- Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur les enjeux du changement climatique pour encourager la population à adopter un mode de vie durable.







05

# ***GOUVERNANCE***

*POUR UN VRAI CHANGEMENT*

## **GOVERNANCE**

Les cas allégués de malversation, les conflits d'intérêt et la perception grandissante de la mauvaise utilisation de l'argent des contribuables dans le service public démontrent une crise de confiance entre citoyens et politiques. La population a raison d'être dégoûtée par le manque d'éthique de ses dirigeants au cours de ces dernières années. La gouvernance d'un État influe sur la qualité de la démocratie. Il n'y a pas de démocratie respectueuse des principes fondamentaux sans une bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité. La bonne gouvernance exige l'intégrité de nos dirigeants avec un comportement éthique et moral. Le MMM n'a personne à convaincre en ce qu'il s'agit de l'éthique du parti. La bonne gouvernance est bien ancrée chez nous et c'est cela que nous prônons pour le pays.

### **La réforme électorale et l'approfondissement de la démocratie**

*Il est enfin temps d'introduire une réforme électorale juste qui répond aux attentes de la population pour une plus grande diversité à l'assemblée et un plus grand nombre de parlementaires femmes. La commission électorale joue un rôle important dans la réforme électorale et ses pouvoirs seront ainsi renforcés afin qu'elle soit partie prenante dans le processus de la réforme et qu'elle éduque, informe et sensibilise le public aux questions électorales.*

Le MMM propose de :

- Introduire une vraie réforme électorale avec une dose de proportionnelle au seuil de représentativité fixé à 10% des suffrages pour assurer que le Parlement soit plus représentatif de la diversité des opinions du pays ;
- Accroître la participation des femmes en politique en faisant obligation aux partis politiques de présenter un minimum d'un tiers de femmes sur leur liste de candidats pour les élections législatives, municipales et villageoises ;
- Introduire un Financing of Political Parties Bill efficace pour permettre aux partis politiques d'assumer démocratiquement leurs rôles sans les ficelles des financements occultes ;
- Permettre au personnel de l'Université de Maurice de se porter candidats aux élections villageoises, municipales et générales, sans avoir à démissionner de leur emploi ;
- Légiférer afin de permettre à l'Electoral Supervisory Commission de décider et de fixer la date des élections législatives, municipales et villageoises ;
- Introduire une 'Fixed term Parliament Act' pour éviter le recours aux 'snap elections' ;
- Limiter le poste premier ministériel à deux mandats consécutifs ;

## Le droit à l'Information

*La libre circulation de l'information et la liberté d'expression sont essentielles au bon fonctionnement d'une démocratie et aident à promouvoir la transparence et la redevabilité. Les médias jouent ainsi un rôle important dans la formation de l'opinion publique et nous allons nous assurer que les journalistes puissent exercer leur métier sans contraintes.*

Le MMM propose de :

- Faire voter la Freedom of Information Act;
- Abolir la redevance de télévision obligatoire;
- Modifier la MBC Act pour transformer la MBC en une BBC à la mauricienne pour être la vitrine de la diversité culturelle du pays;
- Introduire la télévision privée;
- Revoir les lois répressives à l'égard de la liberté d'opinion des journalistes afin de leur permettre d'exercer leur métier librement et en toute indépendance au sein d'une presse dynamique ;
- Amender certaines dispositions de l'ICTA pour favoriser la libre expression tout en responsabilisant les utilisateurs des réseaux sociaux.

## La fraude et la corruption

*La fraude et la corruption rongent notre société. Les scandales impliquant ministres et hauts dignitaires ont terni l'image de notre pays. Les cas de malversation se chiffrant par milliards de roupies et le népotisme flagrant et érigé en système ont profondément dégoûté la population.*

Le MMM propose de :

- Redémarrer la lutte contre la corruption avec le remplacement de la Prevention of Corruption Act et de l'ICAC et considérer la mise en place d'un Serious Fraud Office;
- Revoir la Declaration of Assets Act pour promouvoir la transparence ;
- Introduire un Public Litigation Bill pour permettre au grand public d'avoir recours aux 'Pu-

blic Interest Litigations' sous un cadre légal bien défini ;

- Mettre sur pied une commission d'enquête sur l'affaire BAI

## Le gaspillage et l'inefficacité

*Les rapports de l'Audit n'ont pas cessé de montrer à quel point, année après année, la mauvaise gestion des fonds publics, l'absence de planification et l'attribution des marchés ont coûté des millions aux contribuables. Ce sont là d'énormes ressources gaspillées qui auraient pu être utilisées pour des projets en attente.*

Le MMM propose de :

- Permettre des débats parlementaires sur le rapport du directeur de l'Audit ;
- Revoir le fonctionnement du Public Accounts Committee et le doter de pouvoirs accrus pour un contrôle plus efficace des fonds publics ;
- Accorder de nouveaux pouvoirs au Bureau de l'Audit pour prévenir les dépenses exagérées et sévir contre le gaspillage;
- Améliorer le contrôle interne des ministères et des organismes parapublics avec la collaboration du bureau du directeur de l'Audit ;
- Encourager les fonctionnaires à proposer des plans anti-gaspillage dans le cadre des programmes d'intrapreneurship.

# GOUVERNANCE

## Méritocratie

*Il est inacceptable que les opportunités dans la vie d'un Mauricien soient déterminées par ses origines, ses convictions religieuses ou son appartenance politique. Nous nous opposons à toute catégorisation communale dans la constitution du pays et prôtons le mauricianisme, seul garant d'une vraie égalité de chances et d'une méritocratie équitable.*

Le MMM propose de :

- Revoir le fonctionnement de l'Equal Opportunities Act ;
- Amener davantage de transparence et mettre fin à la culture d'opacité qui s'est installée dans les procédures d'embauches ;
- Encourager tous les employeurs à considérer des exercices de recrutements transparents et équitables comme une de leurs responsabilités sociales ;
- S'assurer que les pouvoirs de recrutement accordés par la PSC aux ministères et autres organismes publics soient judicieusement utilisés ;
- Publier dans un e-government gazette la liste des postulants choisis après les exercices de recrutement menés par la Public Services Commission, la Local Government Service Commission ainsi que par les corps paraétatiques.

## La démocratie et l'éthique au Parlement

*La retransmission des travaux parlementaires à la télévision a permis aux citoyens de réaliser combien le potentiel que représente le Parlement en termes d'échanges constructifs des idées ou d'opinions est largement sous utilisé. Elle a aussi mis en évidence l'antijeu parlementaire de la majorité pour éviter autant que possible les informations jugées sensibles et étouffer tout sujet qui pourrait nuire à leur popularité. D'autres parlementaires de par leur comportement indigne ont terni l'image de notre auguste assemblée.*

Le MMM propose de :

- Revoir les 'standing orders' du Parlement pour permettre un réaménagement du 'question time' dans l'agenda du jour et pour obliger les ministres à répondre aux questions posées dans un délai raisonnable ;
- Utiliser les 'select committees' comme un outil de réflexion stratégique sur les enjeux nationaux ;
- Introduire le kreol au Parlement sans que soit remise en cause l'utilisation du français et de l'anglais, pour que la langue ne soit pas une barrière à la participation citoyenne ;
- Considérer l'utilisation du langage des signes lors de la retransmission de certains débats parlementaires ;
- Mettre sur pied un 'Parliamentary Ethics Committee' pour promouvoir un comportement éthique parmi nos parlementaires et prendre des sanctions si nécessaire ;
- Introduire une loi anti-transfuge pour interdire cette pratique que la population trouve indigne et dégoûtante, et consolider la confiance entre politiciens et citoyens ;
- Octroyer aux citoyens le pouvoir de faire révoquer tout parlementaire trouvé coupable de manquement grave par le truchement d'un 'Recall of MPs Bill'.

## Les administrations régionales

*Le socle d'une démocratie vivante repose sur une démocratie régionale fonctionnelle et performante. Or, nos collectivités locales souffrent d'une mainmise permanente du gouvernement central, d'un sous-financement chronique et d'un manque de personnel qualifié. Par conséquent, les citoyens dénoncent les services réduits au minimum alors que les longs délais et la mauvaise qualité des prestations sont devenus légion. Un gouvernement MMM s'attellera donc à la transformation de ces instances régionales.*

Le MMM propose de :

- Amender la Constitution pour offrir un encadrement juridique et des moyens de financement aux collectivités locales et garantir la tenue des élections régionales à la dissolution automatique des conseils à l'expiration de leurs mandats;
- Éliminer toutes les disparités statutaires, administratives et financières parmi les collectivités locales ;
- Constituer une assemblée nationale des autorités locales pour agir comme point de convergence entre le gouvernement central et les autorités locales et comme chien de garde de la bonne gouvernance dans les mairies ;
- Créer un Local Government Institute pour assurer la formation initiale et en continu du personnel politique et administratif municipal ; les bilans financiers des administrations locales devront se conformer aux International Public Sector Accounting Standards ;
- Moderniser l'appareil administratif des collectivités locales pour introduire un 'open local government' conformément aux règles de la bonne gouvernance et de la transparence particulièrement au niveau de l'attribution des contrats et des permis de construction ;
- Exiger des conseils régionaux un plan stratégique en début de mandat qui tiendra en compte les objectifs nationaux sur les fronts économique, social et environnemental ;
- Redynamiser les collectivités locales qui seront appelées à promouvoir les valeurs citoyennes et culturelles, la paix sociale, la préservation de l'environnement ainsi que la santé publique et le sport parmi les jeunes et les personnes âgées.
- Revoir les responsabilités de la National Development Unit qui devra agir davantage comme une centrale d'achats de biens et de services pour les collectivités locales ;
- Accorder aux jeunes de 16 ans le droit de vote

aux élections régionales afin de les encourager à s'impliquer dans la gestion de leur environnement physique et social.

## Rodrigues et les îles

*Nous voulons accentuer la complémentarité entre Rodrigues et Maurice tout en respectant les spécificités et l'autonomie de l'île. Des mesures pour son intégration dans les stratégies nationales de développement seront mises en œuvre. Nous avons les mêmes soucis pour le peuple agaléen avec qui on continuera à collaborer dans le respect pour le développement de l'île.*

Le MMM propose de :

- Intégrer Rodrigues dans toutes les stratégies de développement économique particulièrement dans celle relative à l'économie bleue ;
- Mettre en place un système d'assurance pour les petits agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs ;
- Maintenir un contrôle phytosanitaire permanent pour éviter des épidémies afin de pérenniser et accroître les échanges des produits agricoles et fruits de mer ;
- Envisager la construction d'un hôpital moderne pour rehausser la qualité des services de la santé ;
- Préserver les intérêts des habitants d'Agalega pour s'assurer de leur participation à tous les projets de développement en cours ;

# GOUVERNANCE

## L'unité nationale

*Au cours de ses cinquante ans d'existence, le MMM a mené constamment un combat pour promouvoir l'unité nationale et la cohésion sociale. La consolidation de cette unité passe par la reconnaissance et la préservation du patrimoine ancestral mais aussi des faits et des méfaits de notre histoire commune. Tout doit être mis en œuvre pour favoriser cette intégration et réparer les injustices commises là où on peut encore le faire.*

Le MMM propose de :

- Introduire dans les plus brefs délais une législation pour la création d'une Land Division de la Cour Suprême;
- Mettre en œuvre d'autres recommandations de la Commission Justice et Vérité;
- Préserver notre patrimoine ancestral en encourageant les manifestations qui font revivre les arts, les langues, les coutumes de chaque composante de notre nation ;
- Combattre toutes formes d'extrémisme qui porteraient atteinte à l'entente nationale ;
- Introduire l'éducation civique à l'école pour inculquer aux jeunes le sens de la patrie et le respect du drapeau national;
- Encourager les associations socioculturelles à s'ouvrir aux autres communautés pour favoriser l'interculturalité.





Nous croyons dans une République unie, démocratique,  
méritocratique, moderne, prospère, juste et solidaire.  
Nous croyons dans une île Maurice meilleure.

